



Conseil économique
et social

Distr.
GÉNÉRALE

E/C.2/1999/2/Add.2
12 janvier 1999
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMITÉ CHARGÉ DES ORGANISATIONS
NON GOUVERNEMENTALES
Session de 1999
Point 4 de l'ordre du jour provisoire

**EXAMEN DES RAPPORTS QUADRIENNAUX PRÉSENTÉS PAR LES
ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES DOTÉES DU STATUT CONSULTATIF
(STATUT GÉNÉRAL ET SPÉCIAL) AUPRES DU CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL**

Rapports quadriennaux 1994-1997 présentés par l'intermédiaire
du Secrétaire général en application de la résolution 1996/31
du Conseil économique et social

Note du Secrétaire général

Additif

Table des matières

	<u>Page</u>
1. Richmond Fellowship International (RFI)	3
2. Robert Kennedy Memorial	5
3. Rotary International	8
4. Femmes de l'Internationale socialiste	13
5. Society for Threatened Peoples	15
6. Susila Dharma International Association	20
7. Union des associations internationales	22
8. Institut de Vienne pour la coopération et le développement	26
9. Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté	29
10. Organisation internationale des femmes sionistes	33
11. Association mondiale des anciens stagiaires et boursiers de l'ONU	36
12. Association mondiale des guides et des éclaireuses	40
13. Fédération mondiale pour la santé mentale (FMSM)	45
14. Association mondiale des juristes du Centre de la paix mondiale par le droit	48

1. Richmond Fellowship International

(Statut consultatif spécial accordé en 1989)

Observations liminaires et buts de l'Organisation

Richmond Fellowship International (RFI) se propose de promouvoir la qualité des soins communautaires dans le domaine de la santé mentale. A cet effet RFI a créé un réseau mondial d'organisations autonomes et sans but lucratif, qui ont en commun la même philosophie et les mêmes objectifs, et se sont engagées à atteindre ces buts au moyen d'accords d'affiliation.

La plupart de ces organisations exécutent des programmes sur le modèle de la communauté thérapeutique de la Richmond fellowship International, soit en foyers de postcure, soit en centres de jour. Elles sont situées dans les pays ci-après: Australie (six états), Autriche, Bangladesh, Barbade, Bolivie, Canada, Costa Rica, France, Hong Kong (Chine), Ghana, Grenade, Inde, Israël, Jamaïque, Macau, Malte, Mexique, Népal, Nouvelle Zélande, Nigeria, Pakistan, Pérou, Philippines, Trinidad-et-Tobago, Ukraine, Uruguay, États-Unis d'Amérique (trois états), et Zimbabwe.

Depuis le dernier rapport, la Bolivie, Macau, le Nepal, le Pakistan et l'Ukraine se sont joints aux pays où les organisations sont affiliées à Richmond Fellowship International.

Participation aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires et/ou aux conférences et autres réunions de l'Organisation des Nations Unies

Richmond Fellowship International a été représentée aux trente-neuvième et quarantième sessions de la Commission des stupéfiants (Organisation des Nations Unies) en avril 1996 et en décembre 1997 respectivement. A la trente-neuvième session, le directeur général de la Richmond Fellowship International a fait une communication orale, et à la quarantième session un représentant a distribué une déclaration écrite. Toutes deux sont jointes au présent document. En assistant à la trente-neuvième session RFI avait surtout l'intention de renforcer la coopération avec l'Organisation des Nations Unies en matière de réduction de la demande de drogues, et en assistant à la quarantième session, RFI voulait assurer sa présence au débat relatif au projet de déclaration sur les principes fondamentaux de la réduction de la demande illicite de drogues, et de participer aux travaux préparatoires de la vingtième session extraordinaire de l'Assemblée générale sur les drogues, qui s'est déroulée du 8 au 10 juin 1998, et à laquelle était accrédité le représentant de RFI auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Coopération avec les Programmes, organes et institutions spécialisées des Nations Unies

RFI a commencé à coopérer avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS) en 1989, et a formulé une demande concernant l'établissement de relations officielles conformément aux "principes régissant les relations entre l'Organisation mondiale de la santé et les organisations non gouvernementales".

/...

Cette demande se fonde sur le fait que les activités de RFI rejoignent la "Stratégie mondiale de la santé et de l'environnement" et le Programme général de travail de l'OMS.

Autres activités connexes

Application des résolutions de l'Organisation des Nations Unies

Principaux instruments appuyés par RFI au cours de la période considérée:

a) Règles pour l'égalisation des chances des handicapés. RFI a pris part aux débats qui ont abouti à la formulation de ces Règles et n'a épargné aucun effort pour faire campagne en vue de l'inclusion des maladies mentales dans les handicaps.

b) Résolution S/17-2 du 23 février 1990, consistant en une Déclaration politique et Programme d'action mondial. Les paragraphes 9 à 30 de la Déclaration portent sur des questions relatives à la prévention et à la réduction de l'abus des drogues en vue d'éliminer la demande illicite des stupéfiants et des substances psychotropes, et au traitement, à la réadaptation et à la réintégration sociale des toxicomanes. Au cours de la période considérée, RFI a entrepris des activités dans ce domaine dans les pays suivants: Bolivie, Grenade, Népal, Trinidad et Tobago et Pérou, et a pris l'initiative de mener des activités analogues à la Dominique et au Paraguay.

c) Les articles 38 et 39 de la Convention relative aux droits de l'enfant concernent la protection, la réadaptation et la réintégration sociale des enfants victimes de la violence. A cet égard, RFI a, en collaboration avec la Commission européenne, créé au Costa Rica des programmes résidentiels pour les enfants victimes de violence dans la famille, et pour les enfants des rues au Népal et au Pérou.

Consultations et coopération avec de hautes personnalités du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies

RFI a régulièrement nommé des représentants auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York, et de l'Office des Nations Unies à Genève et Vienne.

Autres exemples d'activités consultatives et de fond

RFI a tenu des consultations suivies avec la Division de la santé mentale et de la prévention de l'abus des drogues de l'Organisation mondiale de la santé à Genève, la Division de la promotion et de la protection de la santé de l'Organisation panaméricaine de la santé (Bureau régional de l'Organisation mondiale de la santé), et les représentants du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues, pour la Bolivie, la région des Caraïbes, l'Inde et le Népal.

2. Robert Kennedy Memorial

(Statut consultatif spécial accordé en 1993)

Introduction

Robert Kennedy Memorial (RFK Memorial) cherche à promouvoir le respect pour la justice, les droits de l'homme et la primauté du droit. Il s'efforce de réaliser ces objectifs dans le cadre de plusieurs programmes. Le RFK Books and Journalism Awards récompense des auteurs et journalistes, de la presse écrite comme de la radio et de la télévision, dont les activités répondent à "l'intérêt que portait Robert Kennedy aux pauvres et laissés pour compte, et à son combat pour l'instauration d'une justice honnête et équitable". Le Projet national RFK pour les jeunes vise à donner aux jeunes les moyens de prendre des responsabilités dans leurs communautés et de les encourager à participer à la lutte contre la violence dans leurs quartiers. Le RFK Human Rights Awards récompense des particuliers qui s'opposent à l'oppression dans une croisade non violente pour le respect des droits de l'homme.

Le RFK Memorial for Human Rights (RFK Center) exécute des projets qui appuient, complètent ou encouragent les activités que mènent les lauréats du RFK Human Rights Awards dans le domaine des droits de l'homme et encouragent le respect des droits de l'homme dans leurs pays. Le RFK Center étudie et publie des rapports sur la situation relative aux droits de l'homme et sur les campagnes destinées à faire prendre davantage conscience de ces questions, à mettre fin aux abus, et à engager les gouvernements, les organisations et sociétés internationales à adopter des politiques de protection des droits de l'homme. En collaboration avec les lauréats des prix décernés, avec les organisations dont ils font partie et avec d'autres militants dans leurs pays respectifs, le RFK Center s'efforce d'accroître leur capacité, de les aider à réunir les ressources dont ils ont besoin pour être plus efficaces, à augmenter l'impact de leurs efforts, et de favoriser les échanges de données d'expérience avec la communauté internationale des droits de l'homme.

Le RFK Memorial n'a pas de membres. Il est doté d'un Comité consultatif international, actuellement composé de 70 membres provenant du monde entier, qui nomme des candidats pour le RFK Human Rights Award. Les membres de ce comité se répartissent comme suit:

Afrique: Afrique du Sud, Ghana, Kenya, Sénégal, Zimbabwe;
Amériques: Argentine, Bolivie, Canada, Chili, États-Unis d'Amérique, Guatémala, Mexique, Pérou; Asie et Moyen-Orient: Cambodge, Inde, Israël, territoire palestinien occupé; Pakistan, Philippines, Sri Lanka; Europe: Finlande, France, Pays-Bas, Pologne, République tchèque, République fédérative de Yougoslavie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède; Divers: Australie.

En ce qui concerne les activités du RFK Memorial dans le domaine des droits de l'homme, la majorité des partenaires sont des lauréats du RFK Human Rights Award avec lesquels le RFK Memorial entretient une étroite collaboration. Ils sont ressortissants des régions et pays suivants:

/...

Afrique: Afrique du Sud, Kenya, Malawi, Soudan; Amériques: El Salvador, Guatémala; Asie et Moyen-Orient: Chine, Inde, Indonésie, Israël, République de Corée, territoire palestinien occupé, Vietnam; Europe: Pologne, Turquie.

Il n'y a pas eu de changements notables dans les sources de financement du RFK Memorial. Le financement continue de provenir essentiellement de contributions privées et de campagnes de collectes de fonds, ainsi que de certaines fondations. Les activités du projet national destiné aux jeunes ont bénéficié de dons du Gouvernement des États-Unis. Le Centre RFK n'accepte pas de subventions de gouvernements pour ses travaux. Il a reçu un don de 8 000 dollars de la Agency for International Development des États-Unis; la totalité de ce montant a servi à financer directement un stage que le RFK Memorial avait organisé aux États-Unis à l'intention d'un jeune juriste haïtien qui administre la bibliothèque juridique Guy Malary, créée à la Bibliothèque nationale d'Haïti avec la participation du RFK Center.

**Participation aux travaux du Conseil économique et social et
d'autres organes des Nations Unies**

Depuis 1994, Le RFK Memorial participe tous les ans aux sessions annuelles de la Commission des droits de l'homme. Il a présenté les déclarations ci-après dans le cadre de ces sessions:

Cinquantième session de la Commission des droits de l'homme, 1994

Déclaration orale sur les violations des droits de l'homme et les législations nationales relatives à la sécurité;

Cinquante-et-unième session de la Commission des droits de l'homme, 1995

Communication écrite sur le projet de déclaration concernant les défenseurs des droits de l'homme, présentée au Groupe de travail présessions chargé du projet de déclaration concernant les défenseurs des droits de l'homme;

Déclaration orale sur les violations des droits de l'homme et les législations nationales relatives à la sécurité;

Déclaration orale sur les services consultatifs de l'Organisation des Nations Unies et le contrôle du respect des droits de l'homme;

Cinquante-deuxième session de la Commission des droits de l'homme, 1996

Déclaration écrite sur les violations des droits de l'homme et les législations nationales relatives à la sécurité.

Le RFK Center a en outre participé à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, tenue à Beijing du 4 au 15 septembre 1995. Le RFK Center a organisé deux ateliers pour les participants au Forum des organisations non gouvernementales sur le plaidoyer international en faveur des droits de l'homme, notamment les droits des femmes. Avant et pendant la Conférence, le RFK Center s'est efforcé d'encourager la participation des Organisations non gouvernementales à la Conférence, et a établi un rapport détaillé sur les difficultés rencontrées dans le cadre de la Conférence sur les femmes et du

Forum des ONG; il a recommandé aux Nations Unies et aux Gouvernements des mesures à prendre pour accroître la participation des ONG aux prochaines réunions des Nations Unies.

**Coopération avec les programmes, organismes et institutions spécialisées
des Nations Unies et autres activités pertinentes**

Le RFK Center a coopéré à un certain nombre d'activités de la Commission des droits de l'homme. Il a présenté au Groupe de travail sur les détentions arbitraires, trois cas relatifs à des prisonniers chinois, dont deux ont été communiqués, à titre d'appels urgents, au Gouvernement de la République populaire de Chine. Il a fourni également des rapports et d'autres informations concernant la question des droits de l'homme en Chine, au Guatemala, au Kenya, en Indonésie et dans le territoire occupé de Palestine, au Rapporteur spécial sur la liberté d'opinion et d'expression, au Rapporteur spécial sur l'indépendance des juges et magistrats, à l'Expert indépendant sur la situation des droits de l'homme au Guatemala, et au Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme dans le territoire palestinien occupé depuis 1967.

En 1995 et 1996, alors que le RFK Center entreprenait une recherche pour son rapport de 1996, Civil Patrols and their Legacy, Overcoming Militarization and Polarization in the Guatemalan Countryside, la Mission de vérification des Nations Unies pour les droits de l'homme au Guatemala (MINUGUA) a fourni une aide et des avis précieux au RFK Center, qui a continué à coopérer avec la MINUGUA.

Le Bureau du Centre des Nations Unies pour les droits de l'homme au Malawi a fourni de l'aide et des fonds pour la conférence organisée sur le thème: "comprendre le passé pour préserver l'avenir" par l'Université du Malawi et le RFK Center à Lilongwe (Malawi) en octobre 1996. Grâce à l'aide du Centre des Nations Unies pour les droits de l'homme, le Rapporteur spécial des Nations Unies sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, Bacre Waly N'diaye, a participé à la conférence. A la suite de cette conférence, le représentant du Centre, M. Ndiaye et le RFK center ont assisté à une réunion d'une demi-journée, de tous les magistrats du tribunal national de compensation du Malawi, à Blantyre.

Le RFK Center a également mené des consultations suivies avec la Mission civile internationale en Haïti (MICIVIH) à propos du projet qu'il a mis en place et qui a abouti à la création de la bibliothèque juridique Guy Malary à Port-au-Prince.

3. Rotary International

(Statut consultatif général accordé en 1947)

Introduction

Fondé en 1905, Rotary International (RI) est le centre mondial de coordination de plus de 28 000 Rotary clubs répartis dans 159 pays et 35 régions géographiques. Ces clubs s'emploient à améliorer la qualité de vie des populations du monde entier par des projets bénévolement exécutés au niveau local, et communautaire. Les membres des Rotary clubs représentent une diversité intersectorielle de responsables locaux, cadres ou chefs d'entreprises, qui apportent une grande variété de ressources pour répondre à des besoins locaux et mondiaux. C'est en 1993 que Rotary International a obtenu le statut consultatif auprès du Conseil économique et social dans la catégorie I (maintenant statut consultatif général). Il entretient également des relations officielles avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), et le Centre des Nations Unies pour les établissements humains (CNUEH).

Depuis le 31 décembre 1993, le nombre des Rotary clubs dans le monde s'est accru, passant de 26 681 à 28 531, et le nombre total des membres atteint près de 1,2 million d'individus. Des Rotary clubs ont été créés dans les pays et régions géographiques ci-après: Arménie, Bélarus, Erythrée, ex-République Yougoslave de Macédoine, Géorgie, Kazakhstan, Mongolie, Palaos, République de Moldova, et Yougoslavie, outre l'Antarctique et les îles Turques et Caïques ainsi que l'île de Providencia.

Le Président de Rotary international nomme chaque année des représentants bénévoles auprès des principales organisations non gouvernementales. Leur nombre s'est considérablement accru. En 1990 il n'y avait que deux représentants auprès du Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York, un représentant auprès des bureaux des Nations Unies à Genève et à Vienne. On compte actuellement 14 représentants répartis comme suit: Siège de l'Organisation des Nations Unies (4); Office des Nations Unies à Genève (2); Office des Nations Unies à Vienne (1); UNESCO à Paris (2); Conseil de l'Europe à Strasbourg (1); FAO à Rome (1); Banque Mondiale/Organisation des États américains à Washington, D.C. (1); PNUE/CNUEH à Nairobi (1), et Organisation de l'Unité africaine (OUA) à Addis Abeba (1). Les représentants contrôlent les activités, évaluent les possibilités de projets conjoints avec des organismes des Nations Unies et siègent en qualité de présidents ou de membres d'au moins 10 comités de la Conférence des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du conseil économique et social, et du Comité d'Organisations non gouvernementales auprès de l'UNICEF.

Participation aux activités du système des Nations Unies

Rotary International a présenté des déclarations écrites et orales aux conférences ou réunions suivantes de l'Organisation des Nations Unies:

/...

Sommet mondial pour les enfants, New York, septembre 1990;

Célébration de la vaccination universelle des enfants, New York, octobre 1991;

HABITAT II, Istanbul, juin 1996;*

Sommet mondial de l'alimentation, Rome, novembre 1996;

Session de l'Assemblée générale des Nations Unies commémorant le 50ème anniversaire de l'UNICEF, décembre 1996;

Forum mondial de l'eau (UNESCO), Marrakech, mars 1997;

Session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies sur l'environnement (Rio+5) (Rotary International a présenté son Prix du Marathon écologique au Président de l'Assemblée générale) juin 1997;*

Cinquième conférence internationale de l'UNESCO sur l'éducation des adultes, Hambourg, juillet 1997;*

Quatrième conférence internationale de l'OMS sur la promotion de la santé, Jakarta, juillet 1997;*

Sommet mondial de l'eau, Marrakech, mars 1997;

Cinquantième conférence ONU/DPI/ONG (et conférence de 1996), septembre 1997;

Commission du développement social, février 1998;

Commission de la condition de la femme, mars 1998;

Forum de l'Institut international des méthodes d'alphabétisation, (UNESCO), Dakar, mars 1998;

Deuxième réunion régionale d'ONG de l'UNESCO, Durban, avril 1998;

Session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au contrôle des drogues, juin 1998;*

Des représentants de Rotary International ont fait des déclarations au cours de la révision de la résolution 1296 du Conseil économique et social.

Outre qu'ils participent régulièrement à l'Assemblée de l'OMS et aux réunions du Conseil d'administration de l'UNICEF, des représentants de Rotary International ont assisté aux réunions suivantes sur lesquelles ils ont établi des rapports:

* Indique que Rotary International a organisé des expositions sur place à l'occasion des événements en question.

Forum mondial sur la réduction de la demande de drogue, Bangkok, décembre 1994;

Conférence internationale sur la nutrition (FAO), Rome, décembre 1995;

Conférence internationale sur la population et le développement, Le Caire, septembre 1994;

Conférence ONU/DPI/ONG 1994, 1995, 1996, 1997;

Sommet mondial pour le développement social, Copenhague, 1995;

Quatrième conférence mondiale sur les femmes, Beijing, septembre 1995;

Réunion internationale sur la survie des enfants (UNICEF), Accra, mars 1997;

Forum de l'UNESCO sur l'éducation et l'alphabétisation, Melbourne, mars 1998

Coopération avec l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées

Dans le cadre de son programme PolioPlus, Rotary International collabore avec l'OMS et l'UNICEF, des organismes bilatéraux et des ministères nationaux de la santé dans 118 pays pour aider à l'éradication de la poliomyélite. Des centaines de milliers de bénévoles de Rotary International prennent part à cet effort qui bénéficie d'un engagement financier de 420 millions de dollars jusqu'en 2005. Rotary International a reçu des prix de deux organisations en reconnaissance de sa lutte contre la poliomyélite: l'OMS lui a remis la médaille d'or de la santé pour tous, en mai 1993, et l'Organisation panaméricaine de la santé lui a décerné le prix Macedo de la Journée mondiale de la santé, en avril 1995. En avril 1994 la "Déclaration de Genève pour l'éradication de la poliomyélite en Europe orientale et centrale" a été publiée conjointement par Rotary International, l'OMS, l'UNICEF et l'Initiative pour la vaccination de l'enfance.

Rotary international encourage ses clubs à appuyer des projets se rapportant à une diversité de questions, en concomitance avec ceux qu'exécute la communauté des Nations Unies. Ces projets intéressent des personnes de tous âges: les enfants, les personnes âgées et les femmes, et s'attachent à promouvoir l'écologie, l'alphabétisation, la famille, l'eau potable, le développement durable, les fonds de prêts renouvelables concernant les soins de santé, et la sensibilisation du public au VIH/sida. Les clubs s'occupent aussi de lutter contre la faim et de prévenir l'abus des drogues. En outre, la Fondation Rotary attribue chaque année un montant de 90 millions de dollars à des programmes internationaux consacrés à l'éducation et à des activités humanitaires.

Parmi les projets exécutés par Rotary International en collaboration avec des institutions spécialisées des Nations Unies figurent le projet de forage de puits d'eau en Haïti (UNICEF); le projet sur l'espacement des naissances au

Nigéria (FNUAP); le programme d'alphabétisation en El Salvador (UNESCO), et le programme de formation à la libre entreprise en Pologne (PNUD).

Rotary International a décerné sa plus haute distinction, le Prix Rotary de l'entente mondiale, au Secrétaire général des Nations Unies, Javier Perez de Cuellar (juin 1991), à feu James Grant, Directeur exécutif de l'UNICEF (juin 1995) (l'UNICEF a utilisé le montant du Prix, qui s'élève à 100 000 dollars, pour une campagne d'immunisation en Égypte), au Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, Sadako Ogato (juin 1996) (le HCR a utilisé ce montant pour appuyer des activités d'éducation en matière d'environnement dans des camps de réfugiés au Kenya, en Tanzanie, en Éthiopie et en Ouganda).

Rotary International coopère avec des organismes des Nations Unies à un certain nombre d'activités dont il appuie l'exécution, telles que:

Collaboration à la campagne de 1995 de l'OMS, intitulée: "Objectif 2000 - Un monde sans poliomyélite";

Conférence de Rotary International à l'UNESCO, Paris, pour commémorer le 50ème anniversaire de l'Organisation, novembre 1996;

Memorandum d'accord Rotary International/UNESCO, juin 1997;

Déclaration conjointe Rotary International/Programme des Nations Unies sur le VIH et le SIDA, lors de la onzième Conférence internationale sur le sida, Vancouver, juillet 1996.

Autres activités apparentées

De hauts fonctionnaires des Nations Unies ont participé à des conférences de Rotary International sur le système des Nations Unies, à Genève (avril 1994); à San Francisco (juin 1995), Independence (Missouri) (juin 1995); New York (avec le Secrétaire général, en octobre 1995), et ont régulièrement pris la parole aux conventions annuelles de Rotary International.

Rotary International appuie l'Organisation des Nations Unies, ses priorités et programmes lors de réunions et dans ses publications:

Conférence organisée par Rotary International pour commémorer le cinquantième anniversaire de l'UNICEF, Buenos Aires, décembre 1996;

Conférence de la Rotary Foundation dont les principaux orateurs étaient des conférenciers des Nations Unies, mars 1997;

Congrès mondial sur l'eau, où Rotary International a fait une déclaration et une exposition, Montréal, septembre 1997;

Journée internationale de l'alphabétisation, à l'occasion de laquelle Rotary International a fait une déclaration, Banque mondiale, Washington, D.C., septembre 1997;

Conférence organisée par Rotary International, à laquelle des fonctionnaires des Nations Unies ont pris la parole, Addis Abeba, novembre 1997;

Déclaration orale "Promouvoir l'avenir des enfants", Comité national des droits de l'enfant, Indianapolis, novembre 1997;

Commission du développement durable: Rotary International a présenté des études sur les ressources en eau, et a sélectionné deux de ses projets comme exemples à suivre, avril 1998;

Rotary International a établi des relations officielles avec des organisations intergouvernementales régionales: Conseil de l'Europe (juillet 1995); Organisation de l'Unité africaine (août 1997), et Organisation des États américains (novembre 1997);

Du personnel d'organismes des Nations Unies participera à la première réunion de tous les représentants de Rotary International, à Evanston, Illinois (États-Unis d'Amérique), juillet 1998.

4. Femmes de l'Internationale socialiste

(Statut consultatif spécial accordé en 1995)

Introduction

Fondée en 1907, Femmes de l'Internationale socialiste, est une association internationale d'organisations féminines de partis socialistes, sociaux démocrates et travaillistes. Elle se propose de favoriser les programmes d'action visant à éliminer toute discrimination à l'égard des femmes dans la société, y compris les inégalités entre hommes et femmes, d'oeuvrer pour la défense des droits de l'homme en général, le développement et la paix. Elle compte actuellement 121 organisations membres réparties dans le monde entier. Depuis 1994, elle a accueilli 35 nouveaux membres, dont les organisations féminines sont devenues membres de l'association.

Femmes de l'Internationale socialiste a des représentantes permanentes auprès d'institutions spécialisées des Nations Unies à New York, Genève et Vienne, qui assistent régulièrement aux réunions de ces institutions.

En septembre 1994, Femmes de l'Internationale socialiste s'est particulièrement consacrée à la Conférence internationale sur la population et le développement, tenue au Caire; au Comité préparatoire pour l'Amérique latine et les Caraïbes à Mar del Plata; au Comité préparatoire régional pour l'Europe et l'Amérique du Nord, à Vienne, en octobre 1994, et au Comité préparatoire pour l'Afrique, à Dakar, en novembre 1994. Les membres de plusieurs organisations féminines affiliées à l'Internationale socialiste faisaient partie des délégations gouvernementales à la Conférence sur la population et le développement. L'association était également représentée aux Comités préparatoires du Sommet mondial pour le développement social, tenus à New York en août et septembre 1994, et à Manille, en octobre 1994.

En mars et octobre 1994, Femmes de l'Internationale socialiste a participé aux réunions du conseil d'administration du Comité d'organisations non gouvernementales à Genève, auquel elle avait été élue en 1991.

En avril 1994, elle était représentée à la réunion du Comité spécial ONG des droits de l'homme, à Genève. En novembre elle était représentée à la dix-neuvième Assemblée générale de la Conférence des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social, à Genève.

En mars 1995, Femmes de l'Internationale socialiste a participé au Sommet mondial pour le développement social, à Copenhague; des représentantes de plusieurs organisations membres faisaient partie des délégations gouvernementales à ce Sommet. En septembre 1995, l'association a organisé, dans le cadre du Forum des ONG à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, à Beijing, un atelier dont le succès a été reconnu. Par ailleurs, de nombreux représentants d'organisations membres dirigeaient leurs délégations gouvernementales à la Conférence mondiale de Beijing, ou en faisaient partie.

En avril et octobre 1994, Femmes de l'Internationale socialiste était représentée aux réunions du Comité international ONG des droits de l'homme, à Genève. En décembre l'association était représentée à la Table ronde sur les ONG et les droits de l'homme, à Genève.

En 1996, Femmes de l'Internationale socialiste était représentée à la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II) tenue à Istanbul en juin, ainsi qu'à la troisième session de son comité préparatoire, à New York en février.

Femmes de l'Internationale socialiste a été très honorée par la présence du Directeur exécutif du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), M. Nafis Sadik, qui a pris la parole à sa quatorzième Conférence, tenue au Siège des Nations Unies à New York, en septembre 1996.

En janvier et juin 1996, Femmes de l'Internationale socialiste a été représentée aux réunions du Comité spécial ONG des droits de l'homme, à Genève.

En mars et avril 1997, l'association était représentée à la cinquante-troisième session de la Commission des droits de l'homme, à Genève. En août elle était représentée à une réunion de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, à Genève. En décembre elle participait à la réunion du Comité spécial ONG des droits de l'homme, à Genève.

Femmes de l'Internationale socialiste a en outre participé à une réunion sur l'intégration des questions relatives aux femmes, organisée par un spécialiste de la sexospécificité, travaillant pour le PNUD, à New York.

5. Society for Threatened Peoples

(Statut consultatif spécial accordé en 1993)

Introduction

La Society for Threatened Peoples est une organisation internationale des droits de l'homme qui compte des sections nationales en Allemagne (environ 7 200 membres), au Luxembourg (environ 120 membres), en Italie (environ 20 membres), dans le Tyrol du Sud (environ 150 membres), en Autriche (environ 600 membres), en Suisse (environ 800 membres), en Bosnie-Herzégovine (environ 200 membres). La Société s'emploie principalement à lutter contre les dangers de disparition et la discrimination auxquels sont confrontées les cultures, langues et religions des minorités et nationalités menacées. Les moyens employés à cet effet sont la publication d'articles dans la presse, l'organisation de conférences et de veilles, les entretiens avec des parlementaires et des politiciens. La Société fournit des informations à la presse et s'efforce d'attirer l'attention du public au niveau international. Elle détient dans ses archives des registres où sont répertoriés plusieurs centaines de groupes et minorités menacés; c'est dans ce domaine l'un des centres de documentation les plus importants d'Europe.

Participation aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires et/ou conférences, et autres réunions du système des Nations Unies

1994

Commission des droits de l'homme - Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités - Groupe de travail sur les populations autochtones, 18-29 juillet, Genève (12 personnes)

Commission des droits de l'homme - Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, quarante-sixième session, du 1er au 26 août 1994, Genève (2 personnes)

Une déclaration orale a été présentée sur la situation des Kanaka Maoli, Hawaï.

Conférence internationale sur la population et le développement, du 5 au 13 septembre, au Caire (1 personne)

1995

Comité préparatoire du Sommet mondial pour le développement social, troisième session, du 16 au 27 janvier 1995, à New York (3 personnes)

Commission des droits de l'homme, cinquante-et-unième session, du 30 janvier au 10 mars 1995, à Genève (25 personnes)

Communication orale sur la lutte des Nagas (Inde) pour leur autonomie

Communication orale sur la situation des droits de l'homme au Tibet (Chine)

Communication orale sur la situation des droits de l'homme en Tchétchénie (Fédération de Russie)

Communication écrite sur la situation des droits de l'homme au Tibet (Chine)

/...

Sommet mondial pour le développement social, du 6 au 12 mars 1995, à Copenhague (3 personnes)

Commission des stupéfiants, trente-huitième session, du 14 au 23 mars 1995 à Vienne (2 personnes)

Communication orale expliquant ce que représente pour les populations autochtones de Bolivie la culture traditionnelle du coca.

Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, du 28 mars au 7 avril 1995 à Berlin (2 personnes)

Session de fond du Conseil économique et social, du 6 juin au 28 juillet à Genève (1 personne)

Commission des droits de l'homme - Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, quarante-septième session, du 31 juillet au 25 août 1995 à Genève (20 personnes)

Communication orale sur la lutte des Nagas (Inde) pour leur autonomie
Communication orale sur la situation des droits de l'homme en Tchétchénie (Fédération de Russie)
Communication orale sur la situation des droits de l'homme des Tartares de Crimée (Fédération de Russie)
Communication orale sur la situation des droits de l'homme au Tibet (Chine)
Communication orale sur la situation des droits de l'homme des Chittagong Hill (Inde)
Communication orale sur les violations des droits de l'homme des Ogoni (Nigéria)

Commission des droits de l'homme - Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités - Groupe de travail sur les populations autochtones, du 17 au 28 juillet 1995 à Genève (8 personnes)

1996

Cinquante-deuxième session de la Commission des droits de l'homme, du 18 mars au 26 avril 1996 à Genève (20 personnes)

Communication orale sur la liberté de religion au Tibet (Chine - point 18)
Communication orale sur la situation des droits de l'homme en Tchétchénie (Fédération de Russie - point 10)
Communication orale sur l'autodétermination des populations autochtones en général (point 7)
Communication orale sur le projet de déclaration relatif aux droits des populations autochtones

Trente-neuvième session de la Commission des stupéfiants, du 16 au 25 avril 1996 à Vienne (2 personnes)

Communication orale sur la question intitulée "Culture du coca, accords internationaux et législation antidrogue" (Bolivie)

Commission des droits de l'homme - Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, quarante-huitième session, juillet/août 1996 (quatre semaines) Genève (10 personnes)

Communication orale sur la situation des droits de l'homme au Tibet (Chine)

Communication orale sur la lutte des Nagas (Inde) pour leur autonomie

Communication écrite sur la situation des droits de l'homme au Tibet (Chine)

Commission des droits de l'homme - Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités - Groupe de travail sur les populations autochtones, quatorzième session, juillet 1996 (une semaine) Genève (30 personnes)

Communication orale sur la situation des minorités autochtones dans l'Inde en général

1997

Cinquante-troisième session de la Commission des droits de l'homme, du 10 mars au 18 avril 1997 à Genève (26 personnes)

Communication orale sur la situation des droits de l'homme au Tibet (Chine)

Communication orale sur la lutte des Nagas (Inde) pour leur autonomie

Communication orale sur la situation des droits de l'homme à Bougainville (Indonésie)

Communication orale sur la situation des droits de l'homme à Assam (Inde)

Communication orale sur la situation des droits de l'homme de la minorité caucasienne (Fédération de Russie)

Communication orale sur la situation des droits de l'homme des Nagomo-Bergkarabach

Communication écrite sur la situation des droits de l'homme au Tibet

Quarantième session de la Commission des stupéfiants, du 17 au 28 mars à Vienne (2 personnes)

Communication orale expliquant ce que représente pour la population autochtone de Colombie la culture traditionnelle du coca

Commission des stupéfiants constituée en organe préparatoire de la vingtième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à la lutte contre la production, la vente, la demande, le trafic et la distribution illicites de stupéfiants et de substances psychotropes et les activités connexes, première réunion les 26 et 27 mars 1997 à Vienne (2 personnes)

Commission des droits de l'homme - Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités - Groupe de travail sur les formes contemporaines d'esclavage, du 20 au 29 mai 1997 à Genève (1 personne)

Commission des stupéfiants constituée en organe préparatoire de la vingtième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à la lutte

contre la production, la vente, la demande, le trafic et la distribution illicites de stupéfiants et de substances psychotropes et les activités connexes, première réunion officieuse à composition non limitée, du 7 au 9 juillet 1997 à Vienne (3 personnes)

Communication orale sur la question intitulée "la biodiversité et les politiques en matière de drogue"

Commission des droits de l'homme - Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, quarante-neuvième session, du 4 au 29 août 1997 à Genève (21 personnes)

Communication orale sur les situation des populations autochtones en Inde
Communication orale sur la situation des droits de l'homme des Moluquois du sud (Indonésie)

Communication orale sur la lutte des Nagas (Inde) pour leur autonomie

Deux communications orales sur la situation des droits de l'homme au Tibet (Chine)

Communication écrite sur la question de la liberté de religion au Tibet (Chine - point 11)

Commission des droits de l'homme - Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités - Groupe de travail sur les populations autochtones, du 28 juillet au 1er août 1997 à Genève (9 personnes)

Commission des stupéfiants constituée en organe préparatoire de la vingtième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à la lutte contre la production, la vente, la demande, le trafic et la distribution illicites de stupéfiants et de substances psychotropes et les activités connexes, deuxième réunion officieuse à composition non limitée du 7 au 9 octobre 1997 à Vienne (3 personnes)

Communication orale sur la question intitulée "les droits de l'homme et la politique en matière de drogues au Pérou"

Commission des droits de l'homme - Groupe de travail intersessions sur un projet de déclaration relatif aux droits de populations autochtones, du 27 octobre au 7 novembre 1997 (7 personnes)

Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, septième session de l'organe subsidiaire de mise en oeuvre, du 20 au 29 octobre 1997 à Bonn (3 personnes)

Commission des stupéfiants en tant qu'organe préparatoire de la vingtième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à la lutte contre la production, la vente, la demande, le trafic et la distribution illicites de stupéfiants et de substances psychotropes et les activités connexes, troisième réunion officieuse à composition non limitée, du 3 au 5 décembre 1997 à Vienne (3 personnes)

Communication orale sur la question intitulée "la drogue et les autres possibilités de développement en Colombie"

Autres activités connexes

Activités de la Society for Threatened Peoples menées dans le cadre de la Décennie internationale des populations autochtones:

Initiatives marquant l'ouverture de la Décennie internationale à Bonn et à Berlin en décembre 1994, notamment l'accueil par le Président du parlement allemand, l'organisation d'une conférence de presse et d'une conférence-débat.

Appui politique et financier de l'organisation indépendante des Adivasi, conseillant les Représentants Adivasi auprès de l'Organisation des Nations Unies à Genève (à la session de la Commission des droits de l'homme).

Campagne pour la ratification par l'Allemagne et d'autres pays d'Europe occidentale de la Convention 169 de l'OIT.

6. Susila Dharma International Association

(Statut consultatif spécial accordé en 1989)

Introduction

Susila Dharma International Association est une organisation sans but lucratif, fondée en 1969 et immatriculée aux États-Unis comme organisation caritative. Elle encourage le développement et la coopération en apportant son appui à des organismes nationaux de développement et à des projets locaux mis en oeuvre dans 35 pays. Ces organismes nationaux et ces projets constituent les membres de Susila Dharma International (SDI). SDI ne dirige pas les activités de ses membres mais les facilite au moyen de programmes divers. En collaboration avec ses membres, Susila Dharma International s'efforce d'atténuer la pauvreté, de favoriser le développement durable et d'aider les individus à mettre en valeur leur potentiel. Des particuliers, des entreprises, des fondations et des organisations non gouvernementales fournissent des fonds à la SDI qui est membre de la World Subud Association *.

Participation aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires

Conférences et réunions auxquelles des bénévoles ont participé:

Sommet mondial pour le développement social, Copenhague, 1995

Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II), Istanbul, 1996

Réunions à Genève:

Session de fond du Conseil économique et social, 1997

Sessions annuelles de la Commission des droits de l'homme, 1995, 1996 et 1997

Sessions annuelles de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, 1995, 1996 et 1997

Groupe de travail de la Sous-Commission sur les populations autochtones, 1995, 1996 et 1997

Conférence organisée par l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social, telles que "Mondialisation et citoyenneté" (1996) et "Promotion du programme de développement social: deux ans après Copenhague" (1997)

* Subud est un mouvement spirituel et humanitaire qui mène des activités dans 72 pays. Les membres de Subud appartiennent à toutes les races, croyances et religions et sont unis dans un simple culte et une simple dévotion à Dieu, qui enrichit à la fois leur vie intérieure et leur vie dans le monde.

Conférence des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social (CONGO): 1994, 1995, 1996 et 1997.

Comité spécial ONG des droits de l'homme: 1996, 1997

Comité d'ONG pour le développement: 1996, 1997

Groupe UNICEF/ONG sur les valeurs: 1996

Coopération avec des programmes du système des Nations Unies

Organisation mondiale de la santé (OMS): Le Programme international pour le développement de l'enfant (Norvège) a coopéré avec l'OMS pour assister des enfants victimes de traumatismes dans les pays ci-après: Afrique du Sud, Brésil, Colombie, Inde, Italie, Jamaïque et République démocratique du Congo.

Haut commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR): Le Programme d'aide aux réfugiés, qui a son siège en Norvège, travaille en consultation avec le HCR.

Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF): En 1996, dans le cadre du programme international pour le développement de l'enfant, l'UNICEF a patronné un séminaire de formation en Bosnie-Herzégovine, qui comptait des participants de Mostar, Zenica, Sarajevo et Tuzla.

En septembre 1996, le Consortium pour les enfants des rues et l'UNICEF ont parrainé une conférence sur les enfants des rues, tenue à Jakarta, organisée à l'initiative de l'équipe britannique du Programme international pour le développement de l'enfant, en collaboration avec le Conseil national indonésien de la protection sociale et le Conseil de coordination des activités d'action sociale, à Yogyakarta.

Susila Dharma Allemagne a participé à l'organisation de la conférence de l'UNICEF sur la thérapie par l'art, tenue à Berlin en octobre 1994.

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO): Des représentants de Susila Dharma International ont rencontré un attaché de liaison d'ONG auprès de l'UNESCO en avril 1997 pour s'entretenir des possibilités de coopération mutuelle.

Microcrédit: Susila Dharma International a participé au Sommet sur le microcrédit en février 1997, et en sa qualité de membre du Conseil des ONG encourage la création de programmes de microcrédit.

Autres activités connexes

Éducation en matière de développement: Susila Dharma International a publié et distribué des bulletins d'information sur les activités des Nations Unies. Des ateliers et des expositions publicitaires sur les Nations Unies ont été organisés en Espagne et aux États-Unis d'Amérique.

Convention relative aux droits de l'enfant: Susila Dharma Canada est représenté dans la Coalition nationale pour les droits de l'enfant.

7. Union des associations internationales (UAI)

(Statut consultatif spécial accordé en 1951)

Objectifs

L'Union des associations internationales (UAI) a pour but de faciliter l'évolution du réseau mondial d'organisations sans but lucratif, en particulier les organisations non gouvernementales ou bénévoles en vue de faire mieux comprendre comment les organismes internationaux, gouvernementaux ou non gouvernementaux défendent des intérêts légitimes dans chaque domaine de l'activité ou de la croyance humaine. A cet effet elle procède à une collecte appropriée d'informations sur ces organismes et leurs relations mutuelles de manière à ce que ces initiatives puissent se développer et s'équilibrer avantageusement afin de répondre aux problèmes mondiaux.

Membres de l'Union des associations internationales

L'Union compte 135 particuliers (professeurs de relations internationales, diplomates, présidents et directeurs d'associations, etc.) de 37 pays.

Financement

La principale source de financement est la vente de publications sur les organisations internationales. Des ressources complémentaires proviennent de divers bailleurs de fonds: en 1994 l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) a fourni des fonds dans le cadre d'un contrat. Au cours de la période 1994-1996 l'Agence de la francophonie a alloué des fonds. En 1996 un contrat préliminaire a été passé avec la Commission européenne, et a été prolongé de deux ans en 1997.

Participation aux réunions du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires, et à d'autres réunions des organismes des Nations Unies

L'Union des associations internationales a été représentée à des réunions des Nations unies à New York et Genève, consacrées à des questions concernant les ONG.

Coopération avec d'autres programmes, organes et institutions spécialisées des Nations Unies

UNESCO:

Durant la période 1994-1995, l'UAI a été chargée dans le cadre d'un contrat avec l'UNESCO, de coordonner les activités liées à la principale évaluation de la coopération entre l'UNESCO et les organisations non gouvernementales.

A la suite des contacts que l'UAI entretient depuis les années 1970 avec les directeurs généraux de l'UNESCO, des pourparlers sont en cours avec cette organisation depuis 1996 pour renforcer la collaboration entre les deux organismes à propos de l'élaboration de l'Encyclopédie des problèmes mondiaux et du potentiel humain.

L'UAI a présenté un mémoire intitulé: Transdisciplinarity as the Emergence of Patterned Experience au premier Congrès mondial sur la transdisciplinarité organisé sous l'égide de l'UNESCO (Arrabida, 1994).

Rapport d'une Conférence organisée sous les auspices de l'UNESCO, sur le thème: "les éco-villages et les communautés durables: modes de vie pour le vingt-et-unième siècle", intitulé Gardening Sustainable Psycommunities.

Banque mondiale:

Présentation à une réunion d'étude de la Banque mondiale sur la société civile en Europe orientale et centrale (1996) intitulée: Interacting fruitfully with un-civil society: the dilemma for non-civil society organizations.

Université des Nations Unies:

Participation au projet du Millénaire organisé par l'American Council for the United Nations University. Il s'agit d'un effort mondial pour collecter et analyser les commentaires formulés sur les questions et possibilités qui commencent à se présenter à l'échelle mondiale.

Autres activités connexes

Mesures prises en faveur de l'application des résolutions des Nations Unies.

Conformément à la résolution 334B (XI) du Conseil économique et social, l'UAI continue de publier son Annuaire des organisations internationales:

Version imprimée: L'annuaire (qui en est à sa 35ème édition) est maintenant publié en 4 volumes au lieu de 3 (soit un total de 6 000 pages par an) et se présente comme suit: Volume 1: description et index multilingue de plus de 20 000 organisations internationales (gouvernementales et non gouvernementales), avec plus de 90 000 renvois croisés. Volume 2: Participation des pays aux organisations internationales (y compris une liste de plus de 129 000 membres classés par pays). Volume 3. Guide des organisations internationales classées par domaines d'activité (plus de 2 000 catégories). Volume 4. Bibliographie et documentation relatives aux organisations internationales (mentionnant les publications concernant à la fois les organisations internationales et les questions dont elles s'occupent).

Version cédérom: La première édition sur disque compact a été préparée en 1995. Le troisième édition, en 1997, a été mise au point sous une forme multilingue avec un financement spécial de la l'Agence de la francophonie pour qu'une version française figure sur le même disque. De nombreux profils ont également été traduits en espagnol et en allemand. Il existe un accès en 13 langues. Le nouveau disque contient maintenant 35 200 organisations avec leurs interconnexions sous forme d'hyperliens cliquables.

Sur le Web: Depuis 1996 il existe un site internet (11 000 pages au total) qui donne des listes d'organisations internationales, indiquant leurs sites web respectifs, et les profils d'un certain nombre d'entre elles. Il est prévu de compléter cette version internet en 1998.

Consultations et coopération avec de hauts fonctionnaires du Secrétariat

L'UAI a répondu à des demandes d'informations fortuites présentées par de hauts fonctionnaires du Secrétariat (de Genève).

Préparation de documents demandés

Un rapport a été établi dans le cadre d'un contrat avec le Département de la coopération technique pour le développement (Division de l'administration pour le développement), intitulé Guiding Metaphors and Configuring Choices (septembre 1991). Il est paru sur le Web lorsqu'il s'est avéré qu'à la suite de restrictions budgétaires l'Organisation des Nations Unies ne pourrait pas le publier comme initialement prévu.

Autres exemples d'activités consultatives et de fond

Recensement des futures réunions internationales: L'UAI continue son recensement des futures réunions internationales, y compris notamment celles qui sont prévues par les organismes du système des Nations Unies, par les ONG dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social, et les institutions spécialisées. Près de 3 000 réunions de ce types sont répertoriées chaque trimestre dans le International Congress Calendar (38ème année).

Problèmes mondiaux: L'UAI a poursuivi son programme commencé en 1972, consistant en une collecte d'informations obtenues auprès des organisations internationales et en particulier de l'Organisation des Nations Unies et de ses institutions spécialisées, sur les problèmes mondiaux dont elles s'occupent. La 4ème édition de l' Encyclopedia of World Problems and Human Potential a été publiée en 1994/1995.

Version imprimée: La publication comporte maintenant 3 volumes au lieu de 2 auparavant (pour un total de 3 200 pages) et se présente comme suit: Volume 1: Synthèse de 9 800 problèmes mondiaux avec 120 000 interconnexions; Volume 2: Potentiel humain (présentant des chapitres sur le développement humain, l'unification des connaissances, les métaphores, les approches transformationnelles et les valeurs humaines); Volume 3: Synthèse de 9 200 stratégies et programmes d'action adoptés par des organisations internationales. Les problèmes et stratégies décrits couvrent tous les domaines de l'activité humaine, dont beaucoup ne sont que brièvement mentionnés dans les rapports officiels, quoique mis en relief dans d'autres études spécialisées.

Version cédérom: La première édition est parue en 1995. En 1996 un contrat a été signé avec la Commission européenne pour étudier les possibilités d'élargir cette version de la base de données aux problèmes et stratégies relatifs à la biodiversité. Un financement complémentaire a été fourni en 1997 pour la réalisation de ce projet durant la période 1998-1999 où doit paraître la nouvelle édition du cédérom.

Version Web: De larges extraits de la base de données sur les problèmes et stratégies étaient disponibles en 1997. La majeure partie de ces données sera accessible sur le web au cours de l'année 1998 au titre du projet financé par la Commission européenne. Cette opération exigera la mise au point de fonctions multimédias pour les besoins d'une meilleure compréhension de ces complexes

structures de données. Il faudra également prévoir un processus novateur de participation de l'utilisateur, eu égard notamment aux organisations internationales, afin d'améliorer la qualité des données et pour tenir compte des controverses d'ordre politique que peut susciter leur interprétation.

Potentiel humain: Transformation et valeurs: L'édition de 1994 de l'Encyclopédie sus-mentionnée comporte huit autres sections sur le potentiel humain, qui s'intitulent comme suit: valeurs humaines (3 254), concepts de développement humain (1 407) et modes de prise de conscience (3 049), concepts d'intégration, métaphores et modes de transformation sociale, et approches transformationnelles. Depuis la période quadriennale 1990-1993, d'importants travaux ont été accomplis sur le développement humain et l'utilisation de la métaphore comme mode de communication inexploré, qui permet la corrélation d'approches plus réalistes et rationnelles avec la problématique mondiale.

Stratégies des organisations internationales: Sur la base des informations collectées auprès des organisations internationales et publiées durant la période quadriennale 1986-1989, on a commencé en 1993 à élaborer le troisième volume supplémentaire de l'Encyclopédie sus-mentionnée, publié en 1995. L'accent porte sur les nombreuses stratégies utilisées par les organisations internationales pour répondre aux problèmes mondiaux. De cette manière l'Encyclopédie est plus étroitement reliée aux organisations présentées dans l'Annuaire des organisations internationales (voir ci-dessus), et dans la version produite sur le Web ces liens tiennent déjà lieu d'hyperliens.

Perspective de réseaux d'organisations avec les problèmes et stratégies: L'UAI continue de prévoir la mise en place de réseaux complexes d'informations pour relever le défi de la surcharge d'informations. Les premiers résultats sont parus dans les éditions de 1994 de l'Annuaire et de l'Encyclopédie et offrent une perspective unique sur les activités de la communauté internationale et notamment des nombreux organismes du système des Nations Unies. Les expérimentations en cours, financées par la Commission européenne, se concentrent tout particulièrement sur les techniques de réalité virtuelle et sont devenues accessibles sur le Web en 1997. Il s'agit notamment de métaphores visuelles qui permettent de comprendre des complexes d'organisations telles que les Nations Unies et l'Union européenne, et fournissent des hypertextes directs aux sites internet subsidiaires.

8. Institut de Vienne pour le développement et la coopération

(Statut consultatif spécial accordé en 1974)

L'Institut de Vienne pour le développement et la coopération a pour but principal de promouvoir l'entente internationale en général et la coopération nord-sud en particulier. En poursuivant ces buts, l'Institut a facilité le dialogue Nord-Sud, principalement par l'organisation de conférences internationales et de cours, par ses propres activités de recherche, ainsi que par sa participation à diverses campagnes de relations publiques. Au cours de la période couverte par le présent rapport, l'Institut s'est de plus en plus engagé dans l'organisation de programmes d'échanges culturels Nord-Sud et s'est en outre activement employé à promouvoir et à exécuter des projets spécifiques de développement dans le Sud.

Du fait que l'Autriche est membre de l'Union européenne, l'Institut a davantage bénéficié pour ses projets de financements complémentaires, quelquefois substantiels, de la part de la Commission européenne.

Le représentant de l'Institut a participé à des réunions célébrant la Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien, en 1994, 1995, 1996 et 1997 (à l'Office des Nations Unies à Vienne).

Le représentant de l'Institut a assisté au Forum des ONG de la quatrième Conférence des Nations Unies sur les femmes (Beijing, septembre 1995).

Le représentant de l'Organisation a participé à deux réunions préparatoires de la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II) (Nairobi, du 24 avril au 5 mai 1995; à New York du 5 au 16 février 1996); ainsi qu'à la Conférence elle-même qui s'est tenue à Istanbul du 3 au 14 juin 1996). Le représentant faisait partie de la délégation officielle de l'Autriche, et a également participé aux activités des ONG.

Le représentant de l'Institut a pris part à la quarantième session de la Commission des stupéfiants (Vienne du 18 au 25 mars 1997). Il a en outre assisté à la première session du comité préparatoire de la vingtième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée à la lutte contre la production, la vente, la demande, le trafic et la distribution illicites de stupéfiants et de substances psychotropes (Vienne les 26 et 27 mars 1997).

Conformément aux recommandations de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, en particulier d'Action 21, l'Institut, en étroite collaboration avec les populations autochtones et leurs organisations, a mis au point et exécuté une série de projets visant à la protection de la forêt tropicale. Avec une aide financière du Gouvernement autrichien, il a mené à bien les projets ci-dessous au cours de la période 1994-1997:

- a) Démarcation des terres pour les Tikunas (Brésil);
- b) Démarcation des terres pour les Arawetes (Brésil);

- c) Démarcation des terres et services juridiques pour les Kuna Yala (Panama);
- d) Démarcation des terres pour les Emberas (Panama);
- e) Exploitation de produits non forestiers à Palawan (Philippines).

Conformément aux recommandations de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, l'Institut a demandé à des chercheurs d'entreprendre une série d'études sur le rôle des femmes dans le développement. S'appuyant sur ces études et sur les recommandations qu'elles contiennent, l'Agence autrichienne de coopération au développement a publié des directives mettant au premier plan l'intégration des femmes dans les activités autrichiennes d'aide publique au développement. Une brochure intitulée: "Les femmes en voie de responsabilisation: Un défi pour l'aide autrichienne au développement: Questions critiques et exemples de projets", a été publiée par l'Institut et largement diffusée.

Tenant compte des recommandations d'Habitat II, l'Institut a entrepris une analyse de toutes les questions relatives aux établissements humains, en rapport avec la coopération autrichienne au développement. Des propositions de principes directeurs ont été formulées et présentées à des organismes autrichiens de développement.

Dans la ligne des activités de l'UNESCO sur la culture et le développement, l'Institut a organisé au cours du premier semestre de 1996, un grand festival culturel intitulé "Sura za Afrika". Ce festival comportait de la musique, de la danse et des représentations théâtrales ainsi qu'une importante exposition sur l'art africain contemporain, un marché africain au centre de Vienne, des ateliers pour les écoliers et d'autres activités destinées aux jeunes, des ateliers sur la politique, l'économie, la science, la littérature africaines, ainsi que des échanges entre journalistes autrichiens et africains de la presse écrite. Ce festival a reçu 200 000 visiteurs.

L'Institut a en outre organisé et/ou appuyé des projets d'échanges culturels entre artistes autrichiens et artistes du Sud. Il prévoit aussi l'organisation de projets culturels en Ouganda, au Zimbabwe et au Cap Vert.

L'Institut a organisé à Vienne, les 17 et 18 novembre 1994, un séminaire international sur l'industrialisation, l'organisation, l'innovation et les institutions dans le Sud, auquel ont assisté de hauts fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUUDI).

En 1996, l'Institut a organisé la huitième Conférence générale de l'Association européenne des instituts de recherche et de formation en matière de développement (Vienne, 11-14 septembre 1996). Des discours liminaires ont été prononcés par des représentants des Nations Unies, notamment, M. Inge Kaul (PNUD), M. Richard Jolly (PNUD) et M. Dharam Ghai (Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social).

L'Institut a organisé une conférence donnée par M. James G. Speth, Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement (Vienne, le

15 avril 1997) qui avait pour sujet: "Un défi pour l'avenir du développement humain durable: Instauration d'une saine gestion des affaires publiques".

9. Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté

(Statut consultatif spécial accordé en 1948)

Introduction

La Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté a pour but de rassembler les femmes de diverses convictions politiques et philosophiques et de les unir dans leur détermination d'étudier, de faire connaître et d'abolir les causes et le principe de la guerre; d'oeuvrer à la paix dans le monde par le désarmement complet et universel, l'abolition de la violence et de la coercition dans le règlement des conflits et la substitution dans chaque cas de la négociation et de la conciliation; d'oeuvrer au renforcement de l'Organisation des Nations Unies et de ses institutions spécialisées, et des instituts de droit international; de lutter pour l'égalité politique et sociale, pour la justice économique, la coopération entre tous les peuples ainsi que pour le développement durable et un environnement sain. La Ligue s'efforce de promouvoir des résolutions et des programmes spécifiques des Nations Unies et de faire connaître les activités des Nations Unies à ses membres et au grand public.

La Ligue compte des sections nationales sur tous les continents et enregistre un accroissement du nombre de ses membres dans le monde entier; de nouvelles sections nationales ont été créées en El Salvador, en Albanie, en Bosnie-Herzégovine et en République de Corée.

Participation aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires et/ou conférences et autres réunions de l'Organisation des Nations Unies

Durant la période couverte par le présent rapport, la Ligue a suivi les sessions annuelles du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires.

Commission de la condition de la femme:

La Ligue a participé à toutes les réunions de la Commission entre 1994 et 1997, et s'est concentrée particulièrement sur les questions relatives aux femmes et à la paix. Elle a rédigé des exposés pour les réunions de groupes d'experts ci-après, organisées par la Division de la promotion de la femme: rôle des femmes dans les prises de décisions et le règlement des conflits, 1996; les persécutions liées à l'appartenance sexuelle, Toronto 1997; promotion des droits fondamentaux des femmes, Turku, Finlande, 1997.

Commission des droits de l'homme:

La Ligue a régulièrement participé aux sessions de la Commission des droits de l'homme et de sa Sous-commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités. Durant la période quadriennale considérée elle a fait les déclarations orales ci-après: trois déclarations au titre du point 4 de l'ordre du jour; quatre au titre des points 5 et 6; deux au titre du point 9; deux au titre du point 10; trois au titre du point 11; quatre au titre du point 12; une au titre du point 14; une au titre du point 16; une au titre du point 22. Elle a par ailleurs appuyé un certain

/...

nombre de déclarations conjointes d'ONG présentées au titre de divers points de l'ordre du jour et a aidé des représentants d'ONG venant de pays éloignés à assister aux sessions de la Commission, de la Sous-Commission et de ses groupes de travail. La Ligue a pris part aussi aux réunions du Comité des droits économiques sociaux et culturels ainsi qu'à des consultations officielles avec des membres du Comité. La Ligue a été invitée par des membres du personnel du Haut Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme à des consultations tant officielles qu'officieuses au sujet du respect des droits fondamentaux des migrants, du droit au développement et de la démarginalisation des femmes dans le cadre du mécanisme des Nations Unies relatif aux droits de l'homme.

Sommet mondial pour le développement social, Copenhague 1995.

La Ligue a participé aux conférences régionales préparatoires et au Sommet lui-même. Au Forum correspondant des ONG, elle a organisé des ateliers sur les thèmes ci-après: "Les dividendes de la paix et le budget des femmes", et "La démocratisation au service du développement social".

Quatrième Conférence des Nations Unies sur les femmes, Beijing 1995:

La Ligue a pris une part active aux conférences préparatoires des différentes régions et à la Conférence elle-même, les questions relatives à la paix étant toujours au centre de ses préoccupations. Consciente du fait que les femmes des pays d'Europe orientale sont insuffisamment représentées dans les instances internationales, la Ligue a organisé un train de la paix d'Helsinki à Beijing, et a rencontré des femmes à Saint-Pétersbourg, Kiev, Bucarest, Sofia, Istanbul, Odessa et Almaty, de manière à apporter leurs voix jusqu'à Beijing. En collaboration avec des ONG la Ligue a organisé la Tente de la paix au Forum des ONG à Beijing, et le Comité de la paix chargé de coordonner les activités de plaidoyer des ONG pour la paix. Le Vice-président de la Ligue, ressortissant du Sri Lanka, a pris la parole à la Conférence mondiale et mis l'accent sur le rôle croissant que jouent les femmes dans la consolidation de la paix.

**Conférence des Nations Unies sur les établissements humains
Habitat II Istanbul, 1996:**

La Ligue a suivi les conférences préparatoires et assisté à la Conférence elle-même, s'intéressant plus particulièrement aux conditions de logement des femmes, et au logement dans les villes dévastées par la guerre.

Coopération avec des programmes, des organes et institutions spécialisées des Nations Unies:

**Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
(UNESCO)**

La Ligue a quatre représentantes permanentes accréditées auprès de l'UNESCO, qui suivent les activités de l'Organisation. Conformément au programme de l'UNESCO sur la culture dans le domaine de la paix, la Présidente internationale de la Ligue a présenté en 1995 un mémoire détaillé sur "Les éléments d'une culture de paix - Point de vue des femmes".

Organisation internationale du travail (OIT):

La Ligue a participé à la Conférence internationale du travail annuelle, intervenant sur les questions suivantes: Les droits des travailleuses en Afrique du Sud, 1994; sexospécificité et travail à domicile, 1995; emploi et libéralisation des échanges, 1996; incidences de la mondialisation sur les activités de l'OIT, 1997. La Ligue a pris part à la réunion tripartite d'experts sur les activités futures de l'OIT dans le domaine des migrations, soulignant les besoins particuliers des femmes migrantes.

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO):

La Ligue suit les activités générales de la FAO par l'intermédiaire de sa représentante permanente à Rome. Elle a pris une part active au Sommet mondial de l'alimentation qui s'est tenu à Rome en novembre 1996, s'intéressant plus particulièrement à la sécurité alimentaire.

Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR):

La Ligue a assisté en qualité d'observateur aux réunions du Comité exécutif en 1995, 1996 et 1997. Elle a fourni au HCR des informations sur la situation des réfugiés du Myanmar venus en Thaïlande, en 1997. En 1997 également, elle a participé à la réunion du groupe directeur chargé du suivi de la Conférence régionale pour l'examen des problèmes des réfugiés, des personnes déplacées ou des personnes contraintes à d'autres formes de déplacement involontaire et des rapatriés dans les pays de la Communauté d'États indépendants et dans certains États voisins, compte tenu notamment de l'intégration d'une perspective sexospécifique dans le programme d'action.

Conseil de sécurité:

La Ligue suit de près les travaux du groupe de travail à composition non limitée sur la question d'une représentation équitable au Conseil de Sécurité et d'un accroissement du nombre de ses membres, et sur d'autres questions relatives au Conseil. En 1996, la Ligue a lancé une campagne mondiale d'éducation au niveau communautaire en faveur de la démocratisation du Conseil de sécurité, et à cet effet elle a organisé des ateliers, des conférences et recueilli des signatures.

Autres activités connexes

Information et éducation sur l'Organisation des Nations Unies:

Comme précédemment, la Ligue a prévu dans les réunions annuelles de son Comité exécutif et dans son congrès international de 1995 une session spéciale consacrée aux travaux de l'ONU et de ses institutions spécialisées. Les participants ont entendu et commenté les rapports des représentantes de la Ligue. Les diverses sections de la Ligue ont pris le relais et accru leurs efforts pour diffuser des informations sur l'ONU, et appuyer et promouvoir les activités de l'Organisation. Elles ont à cet effet multiplié les articles sur les activités de l'ONU dans leurs bulletins et journaux, écrit des lettres et des articles aux fins de publication dans les médias nationaux et locaux, ont parlé sur les chaînes de radio et de télévision locales, ont organisé des

ateliers sur les communautés locales des Nations Unies et invité les libraires à vendre des publications des Nations Unies.

La Ligue publie un bulletin d'information bi-mensuel International Peace Update qui comporte deux pages sur les "Nouvelles de l'ONU". Certains articles de cette publication en anglais sont traduits en français, espagnol, norvégien, suédois, japonais et danois. En outre des rapports sont publiés régulièrement:

1994: Waiting for justice: The case of "comfort women"

1995: War and rape: Analytical approaches

1996: Conversion: An essential practical component for effective disarmament

1996: Search for peace in the Middle East: Missions, meetings, policies and actions by WILPF

1997: Human rights violations against women in armed conflict

1997: Nuclear disarmament: Strategies to achieve a nuclear free world

La Ligue a poursuivi son programme de stages qui permet chaque année à deux jeunes femmes de venir travailler 11 mois à son bureau international à Genève. Les deux programmes consacrés au désarmement/développement et aux droits de l'homme mettent l'accent sur les efforts de l'ONU dans ces domaines. Au cours de la période couverte par le présent rapport des stagiaires sont venues d'Australie, du Canada, de Colombie, d'Allemagne, du Mexique, du Sénégal et des États-Unis d'Amérique.

La Ligue encourage ses membres et ses amis à visiter l'Organisation des Nations Unies à New York, Genève et Vienne ainsi que ses bureaux régionaux. Chaque année, vers le 8 mars - Journée internationale de la femme - la Ligue, en collaboration avec d'autres ONG, invite des femmes de pays différents à l'Office des Nations Unies à Genève pour s'entretenir des questions de paix et de désarmement dont s'occupe l'Organisation.

La Ligue est un membre actif de la communauté des ONG. Elle est membre du Conseil de la Conférence des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social (CONGO), et à ce titre participe activement aux décisions concernant les relations des ONG avec le Conseil et avec d'autres organes des Nations Unies. A Genève, elle est représentée au secrétariat du Sous-comité des ONG sur le racisme, la discrimination raciale et la décolonisation, et au secrétariat du comité spécial des ONG pour le désarmement. A New York, la Ligue est représentée au Comité des publications du Disarmament Times et participe à divers comités d'ONG créés par la Conférence des Organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social (CONGO).

10. Organisation internationale des femmes sionistes

(Statut consultatif spécial accordé en 1959)

Introduction

L'Organisation internationale des femmes sionistes est un organisme bénévole international qui regroupe 300 000 femmes au sein de fédérations dans 52 pays. Depuis sa fondation voici plus de 75 ans, elle dispense ses services aux enfants, aux femmes, aux familles et à la société, sans distinction de race ou de confession.

Participation aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires et/ou aux conférences et autres réunions des Nations Unies

Au cours des quatre dernières années, l'Organisation a multiplié ses efforts visant à assurer, dans l'esprit et la lettre, la mise en oeuvre des objectifs poursuivis par les stratégies prospectives d'action de l'Organisation des Nations Unies, et pour répondre aux objectifs énoncés dans le Programme d'action de Beijing tendant à la réalisation de la pleine égalité des femmes. L'Organisation a insisté sur l'instauration d'une égalité complète des chances pour les femmes afin de leur permettre de développer leurs talents et leurs aptitudes et de faciliter leur participation au processus de développement. Par l'intermédiaire de ses fédérations, l'Organisation a favorisé des programmes éducatifs d'amitié, de coopération et d'échanges pour l'instauration de la paix. Ces quatre dernières années l'Organisation s'est essentiellement employée à mettre en place des services répondant spécifiquement aux besoins des femmes victimes de la violence dans la famille, et a créé à cette fin des bureaux de conseils juridiques et des centres d'accueil pour les femmes battues et pour leurs enfants. Dans le cadre de la promotion de la condition de la femme, l'Organisation a ouvert des garderies d'enfants, des centres pédagogiques et de thérapie supplémentaires. Elle a en outre ouvert de nouveaux clubs de jeunes, notamment dans des villages arabes.

Coopération avec des programmes, des organes et des institutions spécialisées des Nations Unies

Depuis sa création, l'Organisation internationale des femmes sionistes concentre ses efforts essentiellement sur la protection des enfants et des adolescents. Elle a applaudi l'adoption unanime par l'Assemblée générale des Nations unies, de la Convention relative aux droits de l'enfant, en particulier la reconnaissance des droits nouveaux qui apparaissent pour la première fois dans un document international des droits de l'homme, tels que la prise en compte de l'héritage ethnique, religieux ou linguistique de l'enfant dans les décisions concernant le placement familial. Les fédérations membres de l'Organisation ont continué d'apporter leur appui actif aux travaux de l'UNICEF. Elle a organisé des séminaires et autres manifestations en vue de renforcer la cellule familiale de manière à accroître l'égalité, le respect mutuel et les responsabilités, tout en tenant compte des structures familiales existantes et en les respectant.

Autres activités connexes

L'Organisation internationale des femmes sionistes a créé le Comité pour la promotion des femmes en politique, dans le but d'encourager les femmes à participer à la vie politique et à se présenter aux élections municipales.

Action en faveur de l'application des résolutions des Nations Unies: Diffusion de l'information:

L'Organisation encourage parmi ses fédérations la diffusion d'informations sur les organes des Nations Unies. Elle organise tout au long de l'année des visites guidées du Siège des Nations Unies.

Consultations et coopération avec de hauts fonctionnaires du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies: Participation aux réunions des Nations Unies à New York, Genève et Vienne:

Les représentants de l'Organisation ont assisté aux réunions des organes ou institutions ci-après, ou ont tenu des consultations avec leurs membres:

Commission de la condition de la femme (Vienne, New York):

Commission des droits de l'homme (Genève);

Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités (Genève);

Troisième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies;

Conseil économique et social, New York et Genève;

Conseil d'administration de l'UNICEF (New York).

Des représentants de l'Organisation internationale des femmes sionistes à New York, Genève et Vienne ont régulièrement assisté aux réunions suivantes:

Réunions de la Conférence des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social;

Réunions d'information hebdomadaires du Département de l'information du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies à l'intention des ONG (New York);

Réunion du Comité d'Organisations non gouvernementales auprès de l'UNICEF;

Comité d'Organisations non gouvernementales sur la Décennie des Nations Unies pour la femme (New York);

Conférence annuelle du Département de l'information des Nations Unies à l'intention des organisations non gouvernementales.

Activités consultatives: 1994-1997

Avant la session prolongée de la Commission de la condition de la femme à New York, l'Organisation a participé à toutes les réunions consultatives des organisations non gouvernementales ainsi qu'aux réunions de la Commission de la condition de la femme.

L'Organisation a participé aux réunions des organisations non gouvernementales à Beijing, en 1995, à Huairou (Chine), et à la quatrième Conférence sur les femmes à Beijing, 1995.

A Huairou (Chine) (août-septembre 1995) elle a organisé cinq ateliers sur la coopération avec les organismes de femmes tels que la Fédération internationale des femmes de carrières libérales et commerciales et l'Alliance internationale des femmes.

Ces ateliers ont remporté un grand succès et se sont concentrés sur les sujets ci-après:

Le vieillissement;
La prévention de la violence dans la famille;
L'égalité (comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes - CEDAW);
Le bénévolat et la responsabilisation des femmes dans le cadre de l'éducation parentale.

Participation à des réunions et conférences régionales

- 1994:** Forum nordique à Turku, Finlande;
Conférence régionale préparatoire, et Forum régional des organisations non gouvernementales pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), Mar del Plata, Argentine;
Forum des organisations non gouvernementales pour l'Europe, Vienne;
Le Conseil européen des fédérations de l'Organisation internationale des femmes sionistes est représenté à toutes les réunions et sessions du Lobby européen des femmes.
- 1995:** L'Organisation est membre des comités nationaux auprès de l'UNICEF et participe aux campagnes d'appels de fonds de l'UNICEF;
Elle a été représentée au Sommet mondial pour le développement social, à Copenhague;
L'Organisation a été représentée par une importante délégation au forum des organisations non gouvernementales et à la quatrième Conférence sur les femmes, à Beijing, 1995.
- 1997** L'Organisation internationale des femmes sionistes a participé à la septième Conférence régionale des Nations Unies (CEPALC) tenue à Santiago, Chili.

**11. Association mondiale des anciens stagiaires et boursiers
de l'Organisation des Nations Unies**

(Statut consultatif spécial accordé en 1981)

L'Association mondiale des anciens stagiaires et boursiers de l'Organisation des Nations Unies compte des membres dans 147 pays et dans toutes les régions du monde. Depuis sa création en 1978 ses activités sont consacrées à la promotion des travaux de son Alma Mater, le système des Nations Unies. L'Association s'est fixée les objectifs suivants: continuer de maintenir une voie de communication entre le système des Nations Unies et ceux qui ont bénéficié de multiples stages et bourses au cours de plus d'un demi-siècle; mettre à profit les ressources collectives et individuelles de ses membres afin de promouvoir à tous les niveaux la recherche, l'information et l'éducation en vue de mieux faire comprendre au grand public les principes, les activités et le potentiel du système des Nations unies; soutenir et favoriser le maintien et le développement des stages, bourses et autres types de programmes de formation au sein du système des Nations Unies. C'est ainsi que l'Association a toujours appuyé la mise en oeuvre des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale des Nations Unies, du Conseil économique et social et d'autres organes intergouvernementaux.

Durant la période couverte par le présent rapport (1990-1997), l'Association a participé aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires ainsi qu'à plusieurs conférences des Nations Unies et à d'autres réunions, soit en assistant directement à ces événements soit en présentant des communications orales et/ou écrites, notamment:

Communication orale et présentation d'un document à la vingt-troisième session de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) (Caracas, 3-11 mai 1990);

Communication orale et présentation d'un document à la deuxième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés (Paris, 3-14 septembre 1990);

Communications orales et écrites à la Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement (CNUCED) - Huitième session de la Commission du transfert de technologies (Genève, 22-30 avril 1991);

Présentations orales et écrites à la septième session du Comité de haut niveau chargé de l'examen de la coopération technique entre pays en développement (New York, 28 mai-6 juin 1991);

Présentations orales et écrites au cinquième atelier international sur le transfert des connaissances par l'intermédiaire des expatriés (TOTKEN) (Manille, 13-17 novembre 1991), sous les auspices du Gouvernement des Philippines et du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). L'étude analytique présentée par le Président de l'Association mondiale, à la demande des organisateurs de l'atelier, était intitulée: The Challenges to TOTKEN in the 1990s: International Co-operation Aimed at Redressing the Negative Development Impact of the Reverse Transfer of Technology on Developing Countries;

Participation aux deuxième, troisième et quatrième sessions du Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED) (Genève, 18 mars-12 avril et 12 août-4 septembre 1991, et New York, 3 mars-2 avril 1991) et présentation, à la troisième session, de communications orales et écrites qui ont été bien accueillies par plusieurs délégations, notamment celles des Pays-Bas, de la Suède au nom des pays nordiques, et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord. Les documents présentés par l'Association à la CNUED, Rio de Janeiro, 3-14 juin 1992, mettaient en relief les principales recommandations adoptées par l'International Symposium on the challenges to Agenda 21 for international coopération: Finance, capacity-building and the transfer of environmentally sound technologies for sustainable development organisé par l'Association en collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUUDI) et la CNUCED (Rio de Janeiro, 4-6 juin 1991);

Au titre du point 10 a) de l'ordre du jour de la quarante-quatrième session de la Sous-Commission des Nations Unies pour les droits de l'homme, appui d'une requête demandant que la question de l'impunité soit examinée par la Commission des droits de l'homme, à sa session de février à mars, à Genève;

Communications orales et écrites à la première session du Comité préparatoire de la Conférence mondiale sur le développement durable des petits états insulaires en développement (New York, août-septembre 1993);

Présentations orales et écrites à l'atelier sur les migrations internationales et le développement durable, organisé par le Gouvernement argentin, le Programme des Nations Unies pour le développement et l'Organisation internationale pour les migrations (Buenos Aires, novembre 1993). Le document analytique présenté par le Président de l'Association s'intitulait: Adressing the Reverse transfer of technology: A critical strategic aspect of the problematique of international migration and sustainable and shared development.

Quatrième Conférence mondiale des Nations Unies sur les femmes, (Beijing, Chine, septembre 1995);

Cinquante-huitième session de la Commission des droits de l'homme (Genève, 21 octobre-8 novembre 1996);

Session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à l'examen et à l'évaluation de l'application d'Action 21 (New York, 23-27 juin 1997);

Participation aux réunions d'informations périodiques et conférences organisées par le Département de l'information (ONU) à l'intention des organisations non gouvernementales (ONG).

Durant la période considérée, l'Association a renforcé son étroite collaboration avec les différents organes des Nations Unies. Par exemple, à l'occasion de la commémoration conjointe du cinquantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies et du dixième anniversaire de l'Année internationale de la jeunesse, l'Association a prévu et mené à bien trois activités spéciales en coopération avec plusieurs organismes des Nations Unies. Une brochure commémorative publiée pour marquer cet événement historique mettait en relief l'ampleur qu'ont prise au fil des ans les activités de formation du

ystème des Nations Unies et leur aptitude à répondre aux besoins des États-membres; les effets multiplicateurs bénéfiques dérivés de ces activités de formation car les stagiaires et boursiers ont contribué, dans le cadre de leurs activités professionnelles, à tous les niveaux, à promouvoir les objectifs et les principes énoncés dans la Charte des Nations Unies; et les réalisations de l'Association durant les 17 années qu'elle a servi les Nations Unies, ainsi que ses projets d'avenir. Plus de 21 organismes des Nations Unies ont versé de généreuses contributions pour la publication de cette brochure. La deuxième activité consistait en une cérémonie commémorative spéciale, organisée au Siège de l'ONU à New York, le 20 octobre 1995, et à l'occasion de laquelle l'Association a rendu hommage au Président de la Finlande et au Secrétaire général des Nations Unies, ainsi qu'à plusieurs anciens stagiaires et anciens fonctionnaires internationaux éminents pour leur carrière méritoire au service des Nations Unies, et réaffirmé sa fidélité aux principes et objectifs consignés dans la Charte. Les 18 et 19 octobre 1995, l'Association a organisé, également au Siège de l'ONU, un colloque international sur le thème:

Le renforcement des capacités de paix et de développement: le système des Nations Unies est-il prêt à relever ce défi du XXI^e siècle? Ce colloque était organisé en collaboration avec le Programme des bourses du Bureau de la gestion des ressources humaines (Secrétariat de l'ONU), le Groupe spécial de la coopération technique entre pays en développement du Programme des Nations Unies pour le développement, et le Bureau de liaison avec l'ONU de l'Organisation internationale du travail, avec l'assistance du Département des services d'appui et de gestion pour le développement. Le colloque a été suivi par environ 65 participants, représentant des États membres, des organismes et organisations des Nations Unies et d'autres organisations internationales, ainsi que des représentants de l'Association, des stagiaires et boursiers du système des Nations Unies, actuellement en stage, des représentants d'autres organisations non gouvernementales, d'universités, de syndicats, d'entreprises et de groupes professionnels divers, ainsi que des médias. Le Secrétaire général adjoint et conseiller du Secrétaire général, lui-même ancien stagiaire de l'ONU, a donné lecture d'un message du Secrétaire général. Les délibérations du colloque ont porté essentiellement sur deux publications élaborées par le Secrétaire général et l'Assemblée générale: Agenda pour la paix et Agenda pour le développement. Le colloque s'est terminé sur l'adoption de conclusions et recommandations par les participants. A la demande de ceux-ci, le résumé analytique du colloque, après avoir reçu l'approbation de l'Assemblée de l'Association, tenue les 9 et 10 septembre 1996, a été transmis au Secrétaire général par le Président de l'Association, dans l'espoir que le Secrétaire général et les États membres y trouvent des idées utiles à ce moment critique de l'histoire où l'Organisation des Nations Unies s'efforce d'être à la hauteur des défis, des espoirs et des priorités que présentent le XXI^e siècle et des contextes toujours changeants.

Au cours de la période considérée, l'Association a pris des mesures en vue de l'application des recommandations pertinentes du colloque dont les participants ont fait valoir que, de par son essence même et sa relation spéciale avec l'Organisation des Nations Unies, l'Association se devait, alors qu'elle en a la possibilité, d'entretenir un réseau universel axé sur la promotion et la protection des idéaux et des efforts du système des Nations Unies. En conséquence, on attend des membres de l'Association qu'ils prennent une part plus active à la réalisation de ses objectifs et qu'ils fournissent les ressources correspondantes. Le 24 juin 1994, l'Association a organisé au Siège de l'ONU, un forum sur le thème: Beyond Cairo and Copenhagen: Empowering

disabled children and youth: The role of the United Nations system, auquel des conférenciers du Secrétariat avaient été invités à prendre la parole, ainsi qu'un ophtalmologue de renommée mondiale, spécialiste entre autres, des troubles de la vue chez l'enfant. L'Association a également diffusé sur les enfants et les handicapés, un certain nombre de résolutions et de publications de l'Organisation des Nations Unies et du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF).

Au cours de la période couverte par le présent rapport, l'Association a poursuivi des activités de recherche dans le domaine de la science et de la technique au service du développement et de la paix. Conformément aux mandats de l'Assemblée de l'Association, la recherche s'est concentrée sur les questions critiques que représentent les capacités endogènes et le renforcement des capacités; la relation entre immigration et développement; la science et la technique appliquées à l'élimination de la pauvreté; les incidences sociales des techniques de pointe telles que la biotechnique et la microélectronique; la pleine participation des femmes, sur un pied d'égalité avec les hommes, à l'étude des sciences, à la recherche et aux bénéfices des découvertes scientifiques et de leurs applications techniques; et le rôle des systèmes de formation, notamment les stages, les bourses, les ateliers, les séminaires et groupes d'études du système des Nations Unies pour doter les pays en développement et leurs jeunes, des capacités scientifiques, techniques et administratives fondamentales avec lesquelles ils pourront utiliser et maîtriser des technologies écologiquement viables au service du développement.

12. Association mondiale des guides et des éclaireuses

(Statut consultatif spécial accordé en 1947)

Introduction

L'Association mondiale des guides et des éclaireuses (AMGE), la plus grande organisation bénévole du monde pour filles et jeunes femmes a été fondée en 1928 et compte actuellement des organisations membres dans 136 pays répartis dans le monde entier, ce qui représente plus de 10 millions de membres individuels. La répartition géographique régionale des organisations membres se présente comme suit: 27 en Afrique, 12 dans les pays arabes, 34 en Europe, 27 dans la région de l'Asie et du Pacifique et 36 dans l'hémisphère occidental. En 1993 elle comptait 128 organisations membres avec près de 9 millions de membres individuels. L'adhésion à l'Association est volontaire et ouverte à toutes les filles et jeunes femmes sans distinction de conviction, de race, de nationalité ou de toute autre circonstance. L'Association a pour mission de fournir aux filles et aux jeunes femmes les moyens de développer pleinement leur potentiel en tant que citoyennes du monde, conscientes de leurs responsabilités.

L'Association mondiale des guides et éclaireuses s'est fixée les buts suivants:

Promouvoir, dans le monde entier, l'unité et l'entente communes fondées sur les principes fondamentaux du mouvement des guides et éclaireuses;

Fournir aux filles et aux jeunes femmes des possibilités d'autoformation en ce qui concerne la formation du caractère, le sens du civisme et des responsabilités, et le sens du devoir tant au service de leur communauté locale que de la communauté mondiale;

Encourager l'amitié entre filles et jeunes femmes de toutes les nations tant au sein des pays que dans le monde entier.

Participation de l'AMGE aux travaux du Conseil économique et social et à d'autres activités des Nations Unies

L'AMGE a participé à de nombreuses activités du Conseil économique et social et d'autres organes et organismes des Nations Unies depuis 1994. On peut s'en procurer la liste complète au Bureau mondial de l'Association. On ne citera ci-après que quelques exemples:

Mars 1998, Vienne: quarante-et-unième session de la Commission des stupéfiants;

Mars 1998, New York: quarante-troisième session de la Commission de la condition de la femme;

Février 1998, Dakar: réunion avec des organisations gouvernementales au Bureau régional de l'OMS pour l'Afrique;

Février 1998, New York, trente-sixième session de la Commission du développement social;

Février 1998, New York: Réunion du Conseil d'administration de la Conférence des Organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social (CONGO), réunion du conseil d'administration;

Janvier-février 1998, New York, dix-huitième session du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (CEDAW);

Janvier 1998, Genève: Assemblée de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et cent unième session du Conseil d'administration de l'OMS;

Novembre 1997, Rome, vingt-neuvième session de la Conférence de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et cent treizième session du Conseil d'administration de la FAO;

Novembre 1997, Genève, vingtième Assemblée générale de la Conférence des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social (CONGO);

Octobre-novembre 1997, Paris: vingt-neuvième session de la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO);

Octobre 1997, Oslo: Conférence internationale sur le travail des enfants;

Octobre 1997, Paris: Réunion consultative avec les ONG s'occupant des filles, des femmes et de l'égalité entre les sexes;

En cours: Réunions du Comité préparatoire du Forum mondial du système des Nations Unies pour la jeunesse;

Septembre 1997, Santiago: Consultation collective d'organisations non gouvernementales internationales de jeunes (UNESCO);

Juin 1997, New York, Réunion du groupe consultatif du Comité d'Organisations non gouvernementales auprès de l'UNICEF;

Juin 1997, Séoul: Forum mondial de la jeunesse;

Avril 1997, Rome: quatorzième session de la Commission de l'agriculture;

Avril 1997, Rome: vingt-troisième session du Comité de la sécurité alimentaire mondiale;

Novembre 1996, Rome: "International Youth Consultation" (Sommet alimentaire mondial);

Octobre 1995, New York: Session extraordinaire de la cinquantième Assemblée générale des Nations unies à l'occasion de l'anniversaire de l'Année internationale de la jeunesse;

Septembre 1995, Beijing, Huairou (Chine): Forum d'ONG sur les femmes;

Mars 1995, Copenhague: Sommet mondial pour le développement social, "Youth consultation" et Forum d'ONG;

Septembre 1994, Le Caire: "Youth consultation" de la Conférence internationale sur la population et le développement;

En novembre 1997, l'AMGE a été élue membre du Conseil d'administration de la Conférence des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social (CONGO), et élue à la vice-présidence du Conseil d'administration de CONGO en février 1998.

L'AMGE a approuvé un minimum de 19 déclarations et communications depuis janvier 1994, parmi lesquelles:

Novembre 1997: Interdiction des mines antipersonnel (Royaume-Uni) et Convention des Nations Unies pour l'interdiction complète des mines antipersonnel;

Mars 1997: déclaration d'ONG à l'occasion de la Journée internationale contre le racisme et la discrimination raciale;

Octobre 1996: Commentaire de l'Association mondiale des guides et des éclaireuses concernant "le fonctionnement des mécanismes de consultation collective entre le Directeur général de l'UNESCO et les organisations non gouvernementales en relation avec l'UNESCO".

Mars 1996: Quarantième session de la Commission de la condition de la femme, New York: déclaration concernant la violence à l'égard des femmes et le processus de paix; pleine participation des femmes au pouvoir et aux prises de décisions;

Avril 1995: Déclaration d'ONG sur le suivi des plans et programmes d'action internationaux de l'Année internationale de la Jeunesse;

Janvier 1995: Déclaration conjointe d'ONG à l'occasion de la réunion de la quatrième Commission mondiale d'ONG à l'ONU;

Mars 1994: Résolution sur le trafic mondial des organes d'enfants;

Mars 1994, New York: "Les jeunes femmes - Silence - Susceptibilité et épidémie du VIH": Déclaration d'ONG devant la Commission de la condition de la femme.

Coopération avec des programmes, organes et Institutions spécialisées des Nations Unies

L'AMGE a une équipe de représentants auprès des Nations Unies, dans chacune des six principales villes: New York, Nairobi, Paris, Rome, Vienne et Genève. Les représentants travaillent en étroite collaboration avec les bureaux locaux des Nations Unies et participent aux activités de l'ONU qui se rapportent aux objectifs de l'AMGE ou qui sont importants pour elle. Les représentants

participent également aux divers comités et groupes de travail d'ONG dans leurs villes respectives. Les domaines dans lesquels les équipes sont particulièrement actives sont notamment les suivants:

Genève

Convention relative aux droits de l'enfant: sous-groupes sur le travail des enfants, l'éducation, l'exploitation sexuelle des enfants; Commission de la condition de la femme: sous-groupes sur la nutrition, les femmes et la paix, les femmes et les réfugiés (deux groupes de travail sur la région des Grands Lacs et l'Afghanistan); les droits des femmes; les femmes et l'emploi, les femmes et la nutrition, y compris la fillette; les droits de l'homme; l'Organisation mondiale de la santé (OMS); l'Organisation internationale du travail (OIT) (y compris la marche mondiale contre le travail des enfants), et le Conseil d'administration de la Conférence des Organisations gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social (CONGO).

Nairobi

Siège du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et Centre des Nations Unies pour les établissements humains (CNUEH)

New York

Groupe de travail des ONG sur la situation des petites filles (Commission d'ONG auprès de l'UNICEF); Commission de la condition de la femme: groupes de travail sur la femme et les droits fondamentaux et les conflits armés; Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (CEDAW); Groupe de la jeunesse (ONU); Département des affaires économiques et sociales; Département de l'information; Suivi/Mise en oeuvre du Programme d'action de la Conférence de Beijing; et Conseil d'administration de CONGO.

Paris - UNESCO

Les jeunes filles, les femmes et l'égalité des sexes; la jeunesse; équipe spéciale du Forum de la jeunesse; la fillette; l'alphabétisation; l'éducation, la science et la technique pour les femmes; les droits de l'homme, l'environnement.

Rome

Départements/Divisions de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture: alimentation et nutrition; sécurité alimentaire; agriculture; les femmes des zones rurales, les femmes et le développement; les pêcheries.

Vienne

Comités d'ONG sur les femmes, la paix, la prévention du crime, les stupéfiants, le développement, la famille et le conseil de CONGO.

A l'échelon international

Entre 1993 et 1996, l'AMGE a coopéré avec le HCR à des projets concernant les camps de réfugiés. Le prix de l'AMGE/FAO pour la nutrition a été lancé en 1996: un certificat et une médaille sont décernés à des organisations membres qui ont mené à bien un projet de nutrition suivant des directives établies. En 1996, plusieurs jeunes membres de l'AMGE ont participé au concours international de rédaction du FNUAP pour les jeunes, et deux d'entre eux ont remporté une mention sur le registre d'inscription des gagnants. Le FNUAP a accordé des fonds pour le projet relatif à la santé des adolescents réfugiés. Il s'agit d'une entreprise conjointe AMGE/Projet international pour la santé de la famille, exécutée en Égypte, Ouganda et Zambie de 1997 à 1999. En novembre 1997, un membre de l'Association des guides du Guyana a reçu la médaille d'argent du Prix Aristote de l'UNESCO pour son dévouement aux idéaux de l'UNESCO.

13. Fédération mondiale pour la santé mentale

(Statut consultatif spécial accordé en 1963)

Objectifs de la Fédération mondiale pour la santé mentale

La Fédération mondiale pour la santé mentale (FMSM) qui célèbre cette année son cinquantième anniversaire a été fondée à Londres en 1948. Elle est la seule association non gouvernementale internationale bénévole qui se consacre à la santé mentale et compte des membres dans le monde entier, parmi lesquels des professionnels, des particuliers bénévoles et, depuis 1983 des bénéficiaires de services de santé mentale. Elle se propose de sensibiliser davantage le grand public à l'importance de la santé mentale; de promouvoir la santé mentale et son maintien dans les meilleures conditions; de prévenir les troubles mentaux, neurologiques et psychosociaux. La Fédération est immatriculée aux États-Unis d'Amérique. Elle a des membres dans plus de 100 pays, appartenant à 108 organisations internationales et nationales qui sont membres votants, 87 organisations membres sans droit de vote, auxquels s'ajoutent 1 908 membres individuels. Elle est officiellement accréditée comme consultant en matière de santé mentale auprès du Conseil économique et social, de l'OMS, l'Organisation panaméricaine de la Santé (OPS), l'UNESCO, le HCR, l'UNICEF et l'OIT.

Principales activités signalées dans le rapport quinquennal au Conseil économique et social 1990-1993

La FMSM a participé aux négociations qui ont abouti à l'adoption de la résolution 46/119 de l'Assemblée générale des Nations Unies, en date du 17 décembre 1991, relative à la protection des personnes atteintes de maladie mentale et à l'amélioration des soins de santé mentale. Le Secrétaire général de la Fédération et le Président de son Comité international pour les réfugiés et autres migrants ont rencontré le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés à Genève, le 14 octobre 1992, pour s'entretenir des questions de santé mentale qui touchent les réfugiés. Un accord de consultation a ultérieurement été signé avec le Haut Commissaire, en juin 1993. En 1993 également, l'UNESCO, conjointement avec la FMSM et le Conseil international des sciences sociales, a publié un ouvrage intitulé Technologie biomédicale et droits de l'homme, examen des questions d'éthique, dont le Secrétaire général de la FMSM était l'auteur.

Aperçu des principales activités de la FMSM durant la période 1994-1997

1994

Le Représentant de la FMSM à Genève a assisté aux réunions suivantes: Cinquantième session de la Commission des droits de l'homme (31 janvier-11 mars 1994); Réunion de mars à Beijing du Programme mondial de coordination des activités dans le domaine de la santé mentale (OMS); Réunion d'avril, à Genève, du Comité contre la torture, et quarante-septième Assemblée mondiale de la santé, de l'OMS à Genève, en mai 1994, (où il a répondu à des questions devant l'une des deux Commissions de l'Assemblée, en sa qualité de président du groupe des droits de l'homme de l'OMS. Un représentant a assisté au Forum d'ONG de la Conférence internationale sur la population et le développement (Le Caire, Égypte, 5-13 septembre 1994), et la FMSM était membre du comité directeur du

/...

Forum. Le Représentant principal auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York, a occupé les fonctions de Président du Comité de planification pour la quarante-septième conférence annuelle du Département de l'information/ONG (20-22 septembre 1994).

1995

L'OMS a parrainé le Congrès mondial biennal de la FMSM (Dublin, 13-18 août). La FMSM a appuyé les efforts mis en oeuvre pour que la santé mentale des femmes soit incluse dans les sections relatives à la santé du Programme d'action de la quatrième Conférence mondiale sur la femme. Un groupe de représentants, dont le Président de la Fédération ont participé au Forum d'ONG (Huairou - Chine, 30 août-8 septembre 1995) ainsi qu'à la Conférence elle-même (Beijing, 4-15 septembre 1995). Avant la Conférence, des représentants de la FMSM auprès du Siège de l'ONU ont participé à la planification des activités des ONG pour le Forum en 1993 et 1994, notamment à la consultation d'ONG sur les femmes (New York, 13-14 mars 1995). Un représentant de la Fédération a occupé les fonctions de Secrétaire du Comité des ONG sur la condition de la femme, en 1993 et 1994. Deux représentants de la Fédération ont présenté des communications au Congrès pour la prévention du crime et le traitement des délinquants (Le Caire, 29 avril-8 mai 1994). Par ailleurs, un représentant auprès du Siège de l'ONU a participé à la planification de cette réunion. Dans le cadre des travaux préparatoires de la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (HABITAT II) en 1996, le représentant de la FMSM auprès du Département de l'information (ONU/DPI) et le Comité des ONG sur le vieillissement ont organisé deux conférences préliminaires, l'une au Siège de l'ONU (10-11 janvier 1995) et l'autre à Santiago (27-30 septembre 1995).

1996

L'OMS et l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS) ont coparrainé une réunion de l'International Committee of Women Leaders for Mental Health (FMSM), tenue au siège de l'OPS, dans le but d'examiner les initiatives prises pour améliorer les soins de santé mentale en Amérique latine (Washington, D.C. 28 septembre). Des ministres de la santé venus à la réunion annuelle de l'OPS ont assisté à la réunion du comité, de même que huit premières dames des pays d'Amérique latine, 25 pays étaient représentés. Pendant plusieurs années la FMSM a collaboré avec d'autres ONG à la création, au sein de la Conférence des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social (CONGO), d'un nouveau Comité des ONG sur la santé mentale au Siège de l'ONU. Le nouveau comité a été créé le 28 mai 1996 par un vote des membres de la Conférence. Après les élections, le 28 juin, la représentante principale de la FMSM a été chargée de réunir le bureau intérimaire de 9 membres qui ont défini la structure et la mission du Comité; elle a ensuite été élue première présidente du Comité. Ce Comité a été chargé en priorité d'organiser au Siège de l'ONU une réunion d'information pour les ONG sur le thème: "Les femmes et la santé mentale" (10 octobre) pour marquer la Journée mondiale de la santé mentale, évènement annuel de la FMSM, coparrainé par l'OMS. Les représentants de la FMSM ont pris part aux réunions et consultations associées à la réunion préparatoire officielle de la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II) (New York, 6-16 février 1996). Une représentante de la Fédération a participé à la Conférence Habitat II (Istanbul, Turquie, 2-15 juin), où elle a plaidé en particulier pour

les sans-abri atteints de maladie mentale. Un autre représentant a pris part aux activités de planification de la quarante-neuvième conférence annuelle du Département de l'information, où il avait pour tâche de coordonner les 21 groupes d'étude de la Conférence (New York, 10-12 septembre). A Genève, le représentant de la Fédération a participé à la session annuelle de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, de la Commission des droits de l'homme (5-30 septembre). En vue d'appuyer une nouvelle initiative mondiale de l'OMS sur la prévention primaire de la toxicomanie, le futur Président de la FMSM et le Vice-Président pour la région de la Méditerranée orientale ont participé à une réunion d'organisation à Genève (24 avril). Au début d'un autre nouveau programme de l'OMS intitulé Nations for Mental Health, le Président de la Fédération et l'un des membres du Conseil d'administration ont été invités par la Division de la santé mentale (OMS) à participer à une réunion de planification (Hong Kong, 25-26 octobre 1996). Trois représentants ont participé au Congrès mondial contre l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales, coparrainé par l'UNICEF (Stockholm 27-31 août), et ont distribué le texte d'une résolution de la FMSM sur la question. L'UNESCO a accueilli une conférence coparrainée par la FMSM sur le thème: "Ethics and Psyche" (Paris, 10-11 octobre) où le Secrétaire général de la Fédération a pris la parole.

1997

L'OMS a coparrainé le Congrès mondial biennal de la FMSM (Lahti, Finlande, 6-11 juillet) ainsi qu'une réunion spéciale de l'International Committee of Women Leaders for Mental Health (Helsinki, 11 juillet) organisé par le Centre Carter en vue d'appuyer le programme de l'OMS sur la santé mentale. Au Siège de l'ONU, des représentants de la Fédération ont participé au programme d'activités de l'année organisé par le nouveau Comité des ONG sur la santé mentale, et un certain nombre de membres du secteur de New York ont participé aux travaux du Comité. Des représentants ont contribué à la formulation de recommandations relatives à une résolution sur les enfants handicapés, adoptée par la Commission du développement social (ONU) (25 février-5 mars). Les représentants ont pris une part active aux consultations et réunions d'ONG liées à la quarante-et-unième session de la Commission de la condition de la femme (mars 1997) et avec d'autres ONG, ont présenté des communications écrites à la Commission. Le Représentant auprès du Comité des droits de l'homme des ONG a organisé tout au long de l'année, une série de réunions-débats sur les droits de l'homme. Le Représentant du Comité des ONG sur le vieillissement a pris part aux travaux préparatoires de l'Année internationale des personnes âgées, 1999, et a mené des entretiens préliminaires avec des ONG à Tokyo, en mars. Le représentant du Comité des ONG pour la prévention du crime et la justice pénale a contribué à l'élaboration d'une bibliographie annotée sur la réinsertion sociale des délinquants, qui a été communiquée à la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale à Vienne.

Des représentants ont publié dans le bulletin d'information de la Fédération, à l'intention des membres, des comptes rendus périodiques sur les activités de l'ONU, et régulièrement communiqué des informations aux réunions du Conseil d'administration.

14. Association mondiale des juristes du Centre de la paix mondiale par le droit

(Statut consultatif spécial)

Introduction et généralités

L'Association mondiale des juristes du Centre de la paix mondiale par le droit est une organisation non gouvernementale sans but lucratif, dont l'objectif est de renforcer et d'encourager la suprématie du droit tant sur le plan international que national. Depuis 1963 l'Association mondiale collabore étroitement avec des chefs d'État et de gouvernement, des ministres de la justice, des magistrats, des juristes, des professeurs de droit et d'autres professionnels qui partagent la vocation de l'Association pour la paix mondiale.

Depuis plus de 30 ans l'Association constitue une instance unique et polyvalente où les juristes du monde entier peuvent se rencontrer pour échanger des données d'expérience et préparer l'avenir. Elle se propose de promouvoir et renforcer la paix dans le monde par la suprématie du droit. Ses fondateurs ont pensé que les praticiens du droit, les universitaires et les législateurs avaient besoin d'un lieu où ils pourraient, à titre individuel, se rencontrer pour avoir des entretiens approfondis avec leurs confrères du monde entier. C'est pourquoi l'Association mondiale est composée de membres individuels et non d'organisations ou de gouvernements. Les membres se réunissent au cours de séminaires régionaux annuels et de conférences biennales pour présenter des rapports éducatifs et informatifs sur l'évolution du droit dans tous les domaines. Au moyen de publications et de réunions, l'Association fournit des informations à jour et novatrices sur l'évolution du droit et cherche à identifier et surmonter les obstacles qui s'opposent à une progression pacifique de la démocratie et de la croissance.

L'Association mondiale des juristes tient à renforcer ses liens avec l'Organisation des Nations Unies. Elle soutient depuis longtemps l'esprit et la vocation des Nations Unies. Avec un budget restreint, et un Conseil de gouverneurs entièrement bénévoles, elle a continué d'organiser des réunions et de porter à l'attention du public des articles qui appuient les travaux des Nations Unies.

Depuis 1993, fin de la période quadriennale couverte par le dernier rapport, l'Association s'est implantée dans les nouveaux États indépendants d'Europe orientale et centrale et au Moyen Orient. Cette expansion, qui s'accompagne d'une augmentation du nombre des membres dans toutes les régions du monde, a permis à des juristes et à des universitaires de ces pays de se joindre à la concertation internationale consacrée à la suprématie du droit et à la paix dans le monde. Les membres continuent d'être des professionnels du droit et d'autres disciplines, qui adhèrent à l'Association à titre personnel.

Des représentants de divers organes et institutions spécialisées des Nations Unies assistent régulièrement aux conférences biennales sur le droit dans le monde. Outre son statut consultatif, l'Association échange des publications avec les Nations Unies. Le bulletin bimensuel et la revue juridique

trimestrielle sont envoyés aux Nations Unies en échange de différentes publications des Nations Unies.

Enfin, dans toute la mesure du possible, l'Association participe à des réunions et conférences des Nations Unies. Chaque Président de l'Association a été accrédité en tant que Représentant auprès de l'Organisation des Nations Unies. Par l'intermédiaire du Président l'Association informe ses membres de ce qui se passe à l'ONU. Comme ces membres sont tous d'éminents juristes du monde entier, il est difficile de passer en revue leurs vastes domaines de compétences et leur contribution aux travaux des Nations Unies.

L'Association pense que plusieurs séminaires et conférences récents dont elle s'est fait l'hôte ont directement ou indirectement favorisé les travaux de divers départements ou organismes des Nations Unies ou qui leur sont rattachés.

Résumé d'activités pour la période: 1990-1993

Conférence sur le droit dans le monde: L'Association mondiale des juristes a tenu sa quatorzième conférence biennale sur le droit dans le monde à Beijing (Chine) du 22 au 27 avril 1990, la quinzième a eu lieu à Barcelone (Espagne) du 6 au 11 octobre 1991, et la seizième s'est déroulée à Manille (Philippines) du 24 au 29 octobre 1993. Ces trois conférences portaient respectivement sur "Le droit au service de la paix et du développement dans le monde", "Le droit et la préservation de la paix", "Le droit dans un monde en changement". Dans le cadre de chacune de ces conférences se réunissent une vingtaine de groupes de travail auxquels participent des orateurs et des représentants, qui adoptent des recommandations et des résolutions transmises ensuite à un comité directeur, qui les examine et se prononce à leur sujet. Les résultats des travaux de ces sessions concrétisés par une série de résolutions sont ensuite distribués aux Nations Unies et aux Gouvernements pour décisions ultérieures et ratification.

Séminaires: En 1992 l'Association avait envisagé l'organisation d'un séminaire à La Haye en vue d'une étude sur la Communauté européenne et ses incidences. Bien que ce séminaire ait été annulé, le programme et les documents de travail ont été distribués aux personnes qui s'étaient inscrites. L'Association a regretté d'avoir dû annuler ce séminaire qu'elle considérait comme un évènement opportun et d'un grand intérêt pour les professions juridiques, et a donc décidé de communiquer aux membres de la communauté internationale qui le souhaitaient, les informations rassemblées par d'éminentes personnalités européennes.

Un peu plus tard dans l'année, Jérusalem a été le site d'un séminaire consacré aux accords internationaux et au processus de paix au Moyen-Orient. L'ancien Premier Ministre, Yitzhak Rabin et le Ministre des affaires étrangères, Shimon Peres s'étaient adressés aux représentants.

Du 7 au 10 février 1993, c'est au Caire qu'a eu lieu le séminaire sur le thème "Les défis économiques et écologiques auxquels est confrontée la région de la Méditerranée". A cette occasion le discours liminaire a été prononcé par M. Kamal El Magd, ancien Ministre égyptien de l'information et Vice-Président du tribunal administratif de la Banque mondiale.

L'un des évènements marquants de cette période 1990-1993 a été l'établissement de relations permanentes entre l'Association et le Vatican.

L'Archevêque Jean-Louis Tauran, Ministre des affaires étrangères du Vatican, et M. Lucio Ghia, Premier Vice-Président de l'Association mondiale des juristes, ont signé un accord le 3 juin 1993.

Résumé d'activités pour la période 1994-1997:

Conférences sur le droit dans le monde: La dix-septième Conférence biennale sur le droit dans le monde s'est tenue à Montréal, Ottawa et Québec (Canada). La Conférence a célébré sa collaboration avec l'Organisation des Nations Unies en ouvrant ses travaux par la commémoration du cinquantième anniversaire des Nations Unies. Elle a appelé tous les Gouvernements et tous les peuples à réaffirmer les principes énoncés dans la Charte des Nations Unies et à les appliquer. Les travaux du Tribunal des crimes de guerre concernant l'ex-Yougoslavie et le Rwanda, la conclusion des négociations d'Uruguay et la création de l'Organisation mondiale du commerce, ainsi que l'entrée en vigueur de la Convention de 1982 sur le droit de la mer, ont été passés en revue au cours de cette commémoration.

La Conférence a appuyé la promotion de la Décennie du droit international et a insisté sur la mise en oeuvre des programmes d'action de la Conférence de Vienne sur les droits de l'Homme (1993); de la Conférence internationale sur la population et le développement, Le Caire, 1994; du Sommet mondial pour le développement social, Copenhague, 1995, et de la quatrième Conférence sur les femmes, Beijing, 1995. Les États ont été instamment priés de régler leurs différends par des moyens pacifiques, conformément au chapitre VI de la Charte des Nations Unies, et de reconnaître comme obligatoire la juridiction de la Cour internationale de Justice, en vertu de l'article 36 du Statut de la Cour.

C'est dans le même esprit, centrée sur le thème des Nations Unies, que c'est tenue la dix-huitième Conférence réunie à Doha (Qatar) du 21 au 26 septembre 1997. A cette occasion l'une des réunions-débats a été entièrement consacrée à la création d'une Cour pénale internationale. La Conférence a engagé les Gouvernements à conjuguer leurs efforts en vue de la création de cette Cour à la Conférence diplomatique de Rome en 1998 et de ratifier le futur traité dans les meilleurs délais. Une fois encore les nations ont été appelées harmoniser leur législation avec les instruments des Nations Unies.

Séminaires: En 1994 l'Association a accueilli avec succès un séminaire d'information à Washington D.C. sur la mise en oeuvre de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) et de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT). Des participants venus des pays ci-après: Italie, Philippines, Iles Vierges, Israël, Égypte, Kazakhstan, Lituanie, Vénézuéla, Mexique, Canada et États-Unis d'Amérique ont participé à cette étude complète et approfondie de ces importants accords commerciaux.

Plus tard dans l'année 1994, l'Association a patronné un colloque à Rome, intitulé "La famille à l'horizon 2000: problèmes juridiques". Ce colloque a été organisé à l'occasion de l'Année internationale de la famille, proclamée par l'ONU. Les sujets abordés portaient notamment sur la définition de la famille dans le droit public international; les aspects comparés de la filiation par adoption; la nucléarisation de la famille américaine et ses effets sur les enfants; et les aspects juridiques des nouvelles techniques de procréation.

L'Association mondiale des professeurs de droit, qui forment un groupe actif de l'Association, a accueilli deux séminaires fin 1994 et début 1995. Ces deux séminaires très cotés, qui se sont tenus aux Philippines, s'inscrivaient dans l'effort continu de l'Association pour améliorer l'enseignement du droit.

En 1996, l'Association a conduit une délégation internationale à Potsdam, Allemagne, pour étudier les conditions juridiques et économiques, et les possibilités d'investissements dans le nouveau lander.

En janvier 1997, l'Association a lancé une série de séminaires centrés sur le pouvoir judiciaire et son rôle en matière de droit et de législation. Le premier séminaire qui avait pour thème: "le pouvoir judiciaire dans une Afrique en changement", s'est tenu au Cap (Afrique du Sud). En 1999 c'est l'Asie qui sera le centre d'intérêt.

En avril 1997, en liaison avec le Programme international d'études juridiques de la Faculté de droit de l'Université de Denver, la Société américaine de droit international et la trentième conférence régionale annuelle, l'Association a fait une présentation sur le thème: "la célébration des 50 ans de la Cour internationale de Justice: Rôle du droit et de la justice". L'allocution liminaire a été prononcée par M. C.G. Veermantry, Juge à la Cour internationale de Justice.

Outre ces événements dont elle avait pris l'initiative l'Association a été représentée par son Président à diverses activités des Nations Unies. Le 18 octobre 1996, à Hambourg (Allemagne), le Président, Lucio Ghia s'est joint à environ 400 invités assistant à la prestation de serment de 21 juges de la nouvelle Cour maritime internationale. C'est le Secrétaire général Boutros Boutros-Ghali qui présidait cette cérémonie. Au début de 1997, à Vienne, le Président, Lucio Ghia, a présenté un rapport devant la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale. Il a également proposé à la Commission un plan pour établir une coopération étroite entre l'Association et la Commission en vue d'appuyer les missions de maintien de la paix et l'instauration de la suprématie du droit dans les pays en crise.

Enfin, dans un souci de tenir les membres des professions juridiques au courant des changements constants qui surviennent dans le domaine du droit international, l'Association consacre régulièrement dans son bulletin d'information The World Jurist une colonne aux récentes activités de la Cour internationale de Justice. L'Association envisage de nommer d'ici quelques années un Représentant permanent auprès de l'ONU à New York. De cette manière l'Association pourra mieux prendre part ou assister aux diverses activités des Nations Unies ou les appuyer.

On trouvera ci-dessous une liste partielle des publications que l'on peut se procurer par l'intermédiaire de l'Association et qui ont spécialement trait aux travaux des Nations Unies. Ces articles ont été distribués dans le monde entier tant aux membres actifs qu'aux membres honoraires qui s'intéressent aux activités de l'Association. Dans le cadre d'un échange de publications avec l'Association, l'Organisation des Nations Unies a reçu pour son propre usage des exemplaires des titres qui suivent:

Lucio Ghia, Wings of Justice (1997).

Charles S. Rhyne, Working for Justice in America and Justice in the World (1995).

"Law in the Global Community: The World Jurist, Volume 32, No.4, juillet/août 1995.

"The United Nations", The World Jurist, Volume 32, No.4(juillet/août 1995).

Subhash C. Birla, Humanitarian Intervention/Aid, Workpaper for the 17th Biennial Conference on the Law of the World (Août 1995).

William R. Slomanson, United Nations Decade of International Law: A Midterm Review for the World Jurist Association. Workpaper for the 17th Biennial Conference on the Law of the World (Août 1995).

Luis Eduardo Boffi Carri Perez, La No Inergencia en los Asuntos de los estados Como Limite al Derecho de Intervention en la Carta de las Naciones Unidas. Workpaper for the 17th Biennial Conference on the Law of the World (août 1995).

Prof. Ved P. Nanda, Human Rights are Still Under Attack, The World Jurist, Volume 32, No 1 (janvier/février 1995).

The family on the Eve of the Year 2000: Legal Problems, The World Jurist, Volume 31, No.5 (septembre/octobre 1994).

Dr. Meir Gabay Elected to the UN Administrative tribunal The World Jurist, Volume 31, No. 4 (juillet/août 1994).

Prof. Ved P. Nanda, Strains in Emerging U.S.-U.N. Partnership, The World Jurist, Volume 31, No.3 (mai/juin 1994).

De nombreux autres articles et documents de travail ont été publiés au cours des 35 dernières années. Chaque Conférence sur le droit dans le monde a compris des réunions-débats et/ou des sessions plénières consacrées aux Nations Unies d'une manière ou d'une autre.

The World Jurist, publié par l'Association, présente des articles dont le but est de promouvoir ou faire connaître les activités des Nations Unies, notamment les efforts de maintien de la paix, les interventions humanitaires, les politiques de l'aide, les rapports avec divers États membres, et les effets sur le droit international. Les documents de travail de la dix-septième Conférence biennale sur le droit dans le monde ont marqué le cinquantième anniversaire des Nations Unies en passant en revue les activités de ces 50 dernières années et en examinant les perspectives d'avenir.
